

**CONSEIL  
MUNICIPAL**  
-  
**REUNION N° 02**

Le Député-Maire

à

Mesdames et Messieurs  
les Membres du Conseil Municipal

Nombre de questions : 23  
Numérotées de 4 à 26

**CONSEILLERS MUNICIPAUX**

1	Yves	<b>GOASDOUÉ</b>
2	Gaëlle	<b>PIOLINE</b>
3	Irène	<b>COJEAN</b>
4	Lori	<b>HELLOCO</b>
5	Jean	<b>CHATELAIS</b>
6	Sonia	<b>LAFAY</b>
7	Jean-Pierre	<b>HUREL</b>
8	Josette	<b>BONNEL</b>
9	Subay	<b>SAHIN</b>
10	Serge	<b>HAMEL</b>
11	Liliane	<b>POL</b>
12	Christiane	<b>PERRET</b>
13	Michèle	<b>POLVÉ</b>
14	Colette	<b>BUFFARD</b>
15	Jacques	<b>DUPERRON</b>
16	Annick	<b>ROBIN-MOITRY</b>
17	Yvette	<b>LERICHOMME</b>
18	Antonio	<b>CORREIA</b>
19	Dominique	<b>ARMAND</b>
20	Laurent	<b>JUMELINE</b>
21	Richard	<b>RIHOUEY</b>
22	Inès	<b>CHATÉ</b>
23	Noël	<b>DJEZAIRI</b>
24	Omar	<b>AYAD</b>
25	Charles-Henri	<b>GRIGY</b>
26	Philippe	<b>SENAUX</b>
27	Jean-Marc	<b>LEVERRIER</b>
28	Anne-Marie	<b>MORIN</b>
29	Catherine	<b>HAVAS</b>
30	Sylvie	<b>DUFOUR</b>
31	Mathieu	<b>HELLOUIN</b>
32	Istvan	<b>GASZ</b>
33	Sabrina	<b>MESSEN</b>

Cher(e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir  
assister à la réunion qui aura lieu, à l'Hôtel de  
Ville, salle du Conseil, le :

**LUNDI 14 AVRIL 2014 à 18 h 15**  
(de manière à commencer à **18 H 30** précises)

Vous voudrez bien trouver ci-joint les  
rapports relatifs aux points inscrits à l'ordre du  
jour.

Comptant sur votre présence indispensable  
et vous en remerciant,

Je vous prie de croire à l'assurance de mes  
sentiments les meilleurs.



**Yves GOASDOUÉ**

## C.M. 2 du 14 Avril 2014

### SOMMAIRE

N° d'ordre du conseil	Objet de la délibération	N° de délibération
1.	Conseil Municipal – Attributions – Délégations au Maire	4.
2.	Emprunt et trésorerie – Délégation du Conseil Municipal au Maire	5.
3.	Elus Municipaux - Indemnités de fonction	6.
4.	Receveur Municipal – Indemnité de conseil	7.
5.	Conseil Municipal – Règlement intérieur – Adoption	8.
6.	Commissions municipales – Constitution	9.
7.	Marchés publics – Commission d'Appel d'Offres permanente et Commission des marchés passés selon la procédure adaptée – Composition	10.
8.	Marchés publics – Groupement de commande permanent Ville de Flers/ CCAS de Flers/ CAPF– Commission d'appel d'offres et Commission des marchés passés selon la procédure adaptée - Composition	11.
9.	Commission de délégation de service public – Constitution – Modalités de dépôt des listes	12.
	<b>Représentations permanentes :</b>	
10.	Association des Villes – Pôles d'entraînement du Bessin et du bocage	13.
11.	Syndicat de l'énergie de l'Orne	14.
12.	Structures sociales et de santé	15.
13.	Groupement d'Intérêt Public – Election de 9 des 10 délégués de la Ville	16.
14.	Cantines scolaires – Comité consultatif des usagers – Election de 3 délégués	17.
15.	Enseignement public	18.

16.	Marché – Comité consultatif	19.
17.	C.C.A.S. – Conseil d'Administration – Election des délégués	20.
18.	Structures promotionnelles	21.
19.	Délégué à la Défense – Election	22.
20.	Correspondant Sécurité Routière – Election	23.
21.	Maison des Jeunes et de la Culture de Flers	24.
22.	Fiscalité directe locale – Taux des taxes pour 2014	25.
23.	Coopération internationale – Frais de déplacement – Prise en charge	26.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	4	5.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Gaëlle PIOLINE**  
**1<sup>ère</sup> adjoint**

<b>VILLE DE FLERS</b>		N°	Date	Question	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	N° d'ordre	N° délibération
				1	4

<b>OBJET</b>	<b>CONSEIL MUNICIPAL – ATTRIBUTIONS – DELEGATIONS AU MAIRE</b>
--------------	--

SB/AM

Chers collègues,

Selon l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, de prendre toutes décisions relatives aux matières limitativement énumérées à l'article précité.

Celles-ci sont reprises dans le tableau annexé à la présente délibération.

Il convient de fixer, par cette délibération, les limites et les conditions de ces délégations.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - CONFERER** à Monsieur le Maire, les délégations 1 à 23 définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- 2 - APPROUVER** le tableau annexé reprenant l'ensemble des délégations et précisant leurs limites.
- 3 - PRECISER** que, conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation, seront prises, en cas d'empêchement du Maire, par l'adjoint concerné suivant la répartition suivante :
  - Adjoint délégué aux affaires générales, affaires scolaires – vie scolaire : délégations 8, 13 et 23.
  - Adjoint délégué à l'attractivité commerciale, à la modernisation du centre-ville et à la gestion financière: délégations 2, 3, 4, 6, 7, 9, 10, 11, 16, 17, 20 et 21.
  - Adjoint délégué à l'habitat, au patrimoine communal et au développement du territoire : délégations 1, 5, 12, 14, 15, 18, 19, 22.



**CONSEIL MUNICIPAL  
ATTRIBUTIONS  
DELEGATIONS AU MAIRE**

Annexe à la délibération 4 du  
CM 2 du 14.04.14  
Le Maire,

Yves GOASDOUE

**TABLEAU RECAPITULATIF**

DELEGATION	OBJET	ENONCE (article 2122-22)	LIMITES légales ou librement fixées par le Conseil
1	<b>PROPRIETES COMMUNALES</b> Affectation	Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux.	
2	<b>TARIFS</b> Fixation	Fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.	Possibilité de créer un nouveau tarif à raison de son intérêt pour la commune. Ce tarif sera proposé pour approbation au plus proche Conseil Municipal suivant son adoption.
3	<b>EMPRUNTS</b> Réalisation	Procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a) de l'article L 2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.	<u>Cf délibération n° 5 du 14.04.2014</u>
4	<b>MARCHES ADAPTES</b>	Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.	Du premier euro au seuil des procédures formalisées.  Les décisions concernant les avenants sont celles n'entraînant pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5%.
5	<b>LOUAGE DE CHOSES</b>	Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.	Durée au plus égale à 12 ans
6	<b>ASSURANCES</b>	Passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.	Du premier euro au seuil des procédures formalisées
7	<b>REGIES COMPTABLES</b>	Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.	
8	<b>CIMETIERE</b>	Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.	
9	<b>DONS ET LEGS</b>	Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.	Ni conditions, ni charges
10	<b>CESSIONS MOBILIERES</b>	Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €.	Valeur maximale : 4 600 €
11	<b>HONORAIRES</b>	Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.	

DELEGATION	OBJET	ENONCE (article 2122-22)	LIMITES . légales ou . librement fixées par le Conseil
12	OFFRES D'EXPROPRIATION	Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.	Estimation des Domaines à plus ou moins 10 %
13	CREATION DE CLASSES	Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.	
14	ALIGNEMENTS	Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.	
15	DROIT DE PREEMPTION	Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Municipal.	a) en cas de RENONCIATION : aucune limite b) en cas d'EXERCICE : à la condition que la valeur vénale du bien préempté n'excède pas 15 000 €
16	ACTIONS EN JUSTICE	Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans les cas définis par le Conseil Municipal.	Devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire : a) autorisation de DEFENDRE aussi bien les intérêts de la ville que ceux des agents communaux pouvant être impliqués dans l'exercice de leurs fonctions (dans le cadre de l'article 11 de la loi n° 83.634 du 13.07.83 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires) b) autorisation d'INTENTER toute action en justice dès lors qu'elle a pour objet la préservation du patrimoine communal ou de l'environnement. Cette autorisation comprend la faculté de constitution de partie civile, et ce en première instance, en appel ou en cassation
17	VEHICULES MUNICIPAUX Accidents	Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil Municipal.	Montant des dommages n'excédant pas 8 000 €
18	ACTIONS D'UN ETABLISSEMENT FONCIER PUBLIC LOCAL	Donner l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local (art. L 324-1 du Code de l'Urbanisme).	Néant
19	APPLICATION DES ARTICLES L 311-4 (4 <sup>ème</sup> alinéa) et L 332-11-2 (3 <sup>ème</sup> alinéa) du Code de l'Urbanisme	Signer la convention prévue par le 4 <sup>ème</sup> alinéa de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une ZAC et de signer la convention prévue au 3 <sup>ème</sup> alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.	Néant
20	LIGNES DE TRESORERIE	Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil Municipal.	Cf délibération n° 5 du 14.04.2014

DELEGATION	OBJET	ENONCE (article 2122-22)	LIMITES légales ou librement fixées par le Conseil
21	<b>DROIT DE PREEMPTION</b> (périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité)	Exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme.	Néant
22	<b>APPLICATION DES ARTICLES L. 240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme</b>	Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.	Néant
23	<b>RENOUVELLEMENT D'ADHESIONS AUX ASSOCIATIONS</b>	Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre	Néant



<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	5	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
Gaëlle PIOLINE  
1<sup>ère</sup> adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre 2	N° délibération 5

<b>OBJET</b>	<b>EMPRUNT ET TRESORERIE – DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE</b>
--------------	--

MG/AM

Chers Collègues,

Nous venons d'accorder à Monsieur le Maire des délégations de compétences. En application des dispositions de l'article L2122-22 3° du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose d'étendre la délégation aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et les opérations de gestion de trésorerie.

A la date du 17 avril 2014, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

- Encours total de la dette : 15 980 091 €
- Encours détaillé de la dette selon la classification de la Charte Gissler :
  - Dette classée en A1 : 7 112 611 €
  - Dette classée en B1 : 250 000 €
  - Dette classée en E1 : 2 978 502 €
  - Dette classée en E3 : 5 319 837 €
  - Dette classée en 6F : 319 141 €

### Stratégie d'endettement

Pour financer tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, la souscription de nouveaux prêts s'inscrira dans le cadre de la stratégie d'endettement suivante.

Compte-tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Flers souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée. Ces produits ne pourront être classés dans une catégorie supérieure à B1 de la Charte Gissler.

Les produits de financement pourront donc être :

- Des emprunts obligataires
- Et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration
- Et/ou des emprunts avec des barrières sur Euribor



COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	5	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Dans un souci d'optimisation de sa dette, pour chaque souscription d'emprunt, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Ces produits de financement pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable
- La faculté de modifier l'index relatif au calcul des taux d'intérêt
- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou consolidation
- La possibilité d'allonger la durée du prêt
- Un profil d'amortissement linéaire, progressif, ou sur mesure
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement
- La possibilité de modifier la périodicité de mobilisation de l'emprunt

Les index de référence pourront être des index de la zone euro, de court terme ou obligataires (Euribor, EONIA, TMO, TME, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

### **Réaménagement de dette**

Les remboursements anticipés et/ou le refinancement de contrats de prêts pourront se faire aux dates d'échéance et hors dates d'échéance en précisant que le montant maximum refinancé est le montant du capital restant dû de chacun des contrats majoré éventuellement d'une indemnité compensatrice.

Dans un objectif de sécurisation de l'encours de dette existant, les **refinancements de prêts aboutissant à une diminution du risque**, selon la typologie de la Charte Gissler, sont autorisés (exemple : passage de E3 à D3).

### **Couverture des risques de taux**

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Flers se laisse la possibilité de recourir à des opérations de couverture des risques de taux afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier, figer ou garantir un taux.

Ces opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

La durée des contrats de couverture ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Les index de référence pourront être des index de la zone euro, de court terme ou obligataires (Euribor, EONIA, TMO, TME, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	5	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

### **Ligne de trésorerie**

Dans un souci d'optimisation de la gestion de sa trésorerie, la Ville de Flers se laisse la possibilité de recourir à des lignes de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de 800 000 €.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Les index de référence pourront être des index de la zone euro de court terme (Euribor, EONIA, T4M, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- CONFERER** à Monsieur le Maire délégation pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites fixées ci-dessus.
- CONFERER** à Monsieur le Maire délégation pour réaliser des lignes de trésorerie, dans les limites fixées ci-dessus.
- PRECISER** que, conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation, seront prises, en cas d'empêchement du Maire, par l'adjoint concerné.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	6	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
**Maire**

<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
				<b>3</b>	<b>6</b>

<b>OBJET</b>	<b>ELUS MUNICIPAUX – INDEMNITES DE FONCTION</b>
--------------	---

JLB/AM

Chers Collègues,

Les dispositions relatives aux indemnités des titulaires de mandats municipaux sont prévues par les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les indemnités maximales de fonction des Maires et Adjointes sont fixées en pourcentage du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (brut 1015, nouveau majoré 821). Ce pourcentage est déterminé par la loi en fonction de la strate démographique dans laquelle se trouve la Commune.

Des majorations d'indemnités sont possibles dans certaines situations limitativement énumérées par la loi, et notamment pour la Ville de FLERS :

- en sa qualité de commune chef-lieu de canton (+ 15%)
- dans la mesure où, au cours de l'un au moins des 3 exercices précédents, la collectivité a été attributaire de la dotation de solidarité urbaine. Dans ce cas, les indemnités de fonction peuvent être votées dans les limites correspondant à l'échelon immédiatement supérieur de la strate démographique à celui de la population de la commune, soit en l'espèce dans la tranche comprise entre 20 000 et 49 999 habitants.

Les conseillers municipaux des communes de moins de 100 000 habitants auxquels le Maire délègue une partie de ses fonctions, peuvent également percevoir une indemnité allouée par le Conseil. Celle-ci s'impute alors sur l'enveloppe constituée du total des indemnités susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjointes en exercice.

Lorsque le Conseil Municipal est renouvelé, une délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les 3 mois suivant son installation. Cette délibération doit être accompagnée d'un tableau annexe récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées.

Le tableau ci-après rappelle le cadre légal et réglementaire applicable aux élus de la commune :

<b>INDEMNITES</b>			<b>MAIRE</b>	<b>ADJOINTS</b>	<b>CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES</b>
Strate démographique de référence			10 000 – 19 999 habitants		Moins de 100 000 habitants
Textes en vigueur			L 2123-23	L 2123-24	L2123-24-1 (III)
Taux maximal (% de l'indice brut 1015 nouveau majoré 821)			65 %	27,50 %	(1)
<b>MAJORATIONS POSSIBLES</b>					
Textes en vigueur			L 2123-22 - R 2123-23		
1	Chefs-lieux de canton		+ 15 %		
2	Communes attributaires de la DSU	Strate démographique de référence	20 000 – 49 999 habitants		Moins de 100 000 habitants
		Taux Maximal (% de l'indice brut 1015)	90%	33 %	(1)

(1) Dans la limite de l'enveloppe constituée du total des indemnités susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjointes en exercice.



COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	6	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Pour mémoire, on rappellera que l'élu local qui détient d'autres mandats électoraux ne peut recevoir, pour l'exercice de l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunération et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire de base.

Par ailleurs, une différenciation entre les indemnités versées à chaque Adjoint est possible dès lors que le total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints n'est pas dépassé.

Enfin, les indemnités de fonctions allouées sont soumises :

- à l'impôt sur le revenu soit par voie de retenue à la source, soit par option pour l'imposition conformément aux règles applicables aux traitements et salaires ;
- à la Contribution Sociale Généralisée (C.S.G.) et à la Contribution pour le Remboursement de la Dette Sociale (C.R.D.S.) ;
- à cotisation auprès du régime de retraite complémentaire des personnels non titulaires des Collectivités Territoriales (IRCANTEC) ;
- à l'ensemble des cotisations du régime général de sécurité sociale en cas de pluralité de mandats locaux, dès lors que le montant cumulé des indemnités excède la moitié du plafond de sécurité sociale (18 774 € annuels, soit 1 564,50 € par mois pour 2014).

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- |                      |  |
|----------------------|--|
| <b>1 - ARRETER</b>   | le montant de l'indemnité de fonction du Maire et de ses Adjoints, à compter du jour de leur élection par le Conseil, sur la base des taux maxima autorisés après prise en compte des majorations possibles : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pour les Communes chefs-lieux de canton,</li> <li>▪ pour les Collectivités attributaires de la dotation de solidarité urbaine.</li> </ul> |
| <b>2 - DECIDER</b>   | que les conseillers municipaux délégués bénéficieront également d'une indemnité dans les limites fixées par les textes.  |
| <b>3 - ANNEXER</b>   | à la présente délibération le tableau récapitulatif prévu par l'article L2123-20-1 du Code Général des Collectivités territoriales, détaillant la liste des bénéficiaires et les montants alloués.   |
| <b>4 - PRECISER</b>  | que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au budget.   |
| <b>5 - PRENDRE</b>   | l'engagement d'inscrire, chaque année, au budget les sommes nécessaires au règlement de cette dépense.   |
| <b>6 - SPECIFIER</b> | qu'en cas de modifications ultérieures (attributaires, modalités,...) une nouvelle délibération sera soumise à l'assemblée municipale.   |



Yves GOASDOUE

## ELUS MUNICIPAUX : INDEMNITES DE FONCTION

### TABLEAU ANNEXE RECAPITULATIF

(Article L 2123-20-1 CGCT)

Références : valeur du point fonction publique au 01.01.2014 : 4,6303 €

1		DETERMINATION DE L'ENVELOPPE GLOBALE				
FONCTIONS	Taux maximal (en % de l'indice brut 1015, nouveau majoré 821)	Strate démographique de référence	Indemnité brute (en euros)	Nombre d'élus en exercice	Enveloppe brute mensuelle	
ATTRIBUTION DE BASE (HORS MAJORATIONS)						
Maire	65,00%	10 000 - 19 999 habitants	2 470,95 €	1	2 470,95 €	
Adjoints(e)s au Maire	27,50%		1 045,40 €	8	8 363,20 €	
TOTAL ENVELOPPE GLOBALE SUIVANT ATTRIBUTION DE BASE					10 834,15 €	
MAJORATIONS APPLICABLES A LA VILLE DE FLERS						
1. Commune attributaire de la DSU						
Maire	90,00%	20 000 - 49 999 habitants	3 421,32 €	1	3 421,32 €	
Adjoints(e)s au Maire	33,00%		1 254,48 €	8	10 035,88 €	
SOUS-TOTAL 1	ENVELOPPE COMMUNE ATTRIBUTAIRE DE LA DSU				13 457,20 €	
2. Commune chef-lieu de canton						
FONCTIONS	Taux maximal (en % de l'indemnité de l'élus)	Majoration brute (en euros)	Modalités de calcul		Nombre d'élus en exercice	Enveloppe brute mensuelle
Maire	15%	370,64 €	Calculée sur le taux de l'indemnité maximale du Maire en référence à la strate démographique de référence hors majoration (10000 - 19999 habitants)		1	370,64 €
Adjoints(e)s au Maire	15%	156,81 €	Calculée sur le taux de l'indemnité maximale des Adjoints au Maire en référence à la strate démographique de référence hors majoration (10000 - 19999 habitants)		8	1 254,48 €
SOUS-TOTAL 2	ENVELOPPE COMMUNE CHEF LIEU DE CANTON					1 625,12 €
TOTAL ENVELOPPE GLOBALE VILLE DE FLERS					15 082,32 €	

2		INDEMNITES DE FONCTION : BENEFICIAIRES		ATTRIBUTIONS			
Fonction	Prénom	NOM	TAUX (en % de l'indice brut 1015 nouveau majoré 821)	Indemnité brute mensuelle	Majoration chef-lieu de canton	Montant brut mensuel (hors mesures individuelles d'écrêtement)	
Maire	Yves	GOASDOUE	89%	3 383,31 €	370,64 €	3 753,95 €	
1er Adjoint(e)	Gaëlle	PIOLINE	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
2e Adjoint(e)	Irène	COJEAN	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
3e Adjoint(e)	Lori	HELLOCO	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
4e Adjoint(e)	Jean	CHATELAIS	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
5e Adjoint(e)	Sonia	LAFAY	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
6e Adjoint(e)	Jean-Pierre	HUREL	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
7e Adjoint(e)	Josette	BONNEL	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
8e Adjoint(e)	Subay	SAHIN	32%	1 216,47 €	156,81 €	1 373,28 €	
Conseillère municipale déléguée auprès du 3ème Adjoint	Dominique	ARMAND	9%	342,13 €	0,00 €	342,13 €	
Conseillère municipale déléguée auprès du Maire	Michèle	POLVE	0%	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
TOTAL				13 457,20 €	1 625,12 €	15 082,32 €	

(2)

(2) Du fait de l'écrêtement lié à la qualité de parlementaire de Monsieur le Maire, la dépense totale sur les indemnités est réduite de 12%.  
Monsieur le Maire percevant en réalité 1958,87 € bruts par mois.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	7	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
Yves GOASDOUE  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre 4	N° délibération 7

<b>OBJET</b>	<b>RECEVEUR MUNICIPAL - INDEMNITE DE CONSEIL</b>
--------------	--

MG/AM

Chers Collègues,

Le Trésorier Principal, Receveur Municipal, peut, en application de l'article 97 de la loi 82-213 du 2 mars 1982, du décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et des arrêtés des 16 septembre et 16 décembre 1983, percevoir des collectivités pour lesquelles il assure le rôle de comptable, une indemnité dite « de conseil ».

Cette indemnité est révisable annuellement. Sa quotité est fixée par l'organe délibérant. Elle est acquise personnellement au comptable pour la durée du mandat de l'assemblée en question.

Cette dernière est appelée à délibérer :

1°) à **chacun de ces renouvellements**,

2°) à l'occasion de tout changement sur le poste.

Monsieur Jean BESSON, Trésorier Principal à FLERS, en poste depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009, perçoit depuis cette date l'indemnité de Conseil à taux plein.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - DECIDER** de reconduire l'indemnité de Conseil au profit de Monsieur Jean BESSON, Trésorier Principal à FLERS.
- 2 - FIXER** le niveau de cette indemnité à 100 % du montant maximum.
- 3 - PRECISER** que les crédits correspondants sont ouverts chaque année au budget.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	8	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
Yves GOASDOUE  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				5	8

<b>OBJET</b>	<b>CONSEIL MUNICIPAL – REGLEMENT INTERIEUR - ADOPTION</b>
--------------	---

ST/SB/AM

Chers Collègues,

Le règlement intérieur actuellement en vigueur a été adopté par délibération 24 du 25 mars 2008.

L'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :  
« **dans les communes de 3 500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif** ».

L'application du règlement n'a, jusqu'à présent, jamais soulevé de difficulté, aussi ne paraît-il pas utile de le modifier de manière significative.

Néanmoins il convient, bien évidemment d'intégrer les évolutions législatives intervenues depuis 2008.

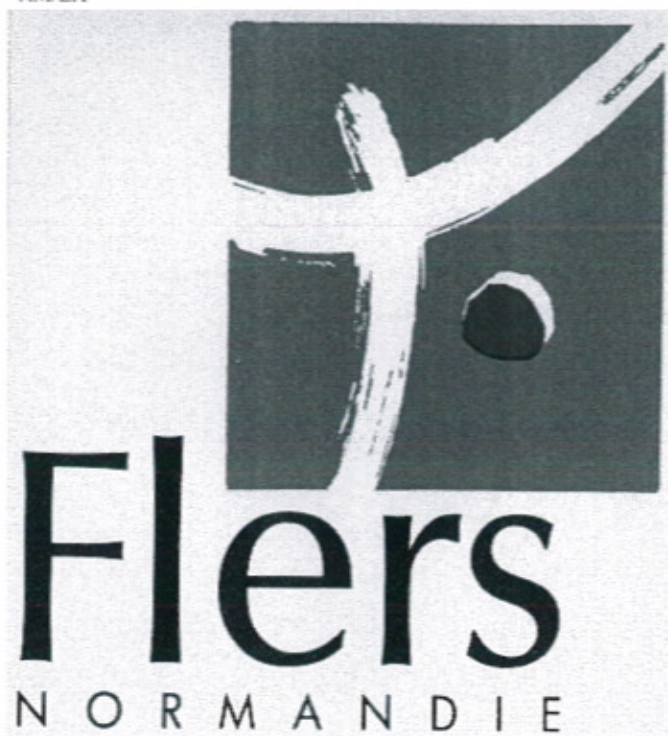
La seule évolution notable concerne l'article 35 dont la nouvelle rédaction intègre le fonctionnement de nos commissions par pôle.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**ADOPTER** le règlement intérieur tel qu'il vous est présenté en annexe.



ST-TD-SB  
AM/EA



## CONSEIL MUNICIPAL

### REGLEMENT INTERIEUR

Annexe à la délibération n° 8  
du CM 2 du 14.04.2014

Le Maire

Yves GOASDOUE

#### LEGENDE

- **en caractères droits épais :** les dispositions fixées par le C.G.C.T. s'imposant au Conseil et pouvant être modifiées par l'Etat à tout moment
- *en caractères italiques fins :* les dispositions laissées à l'appréciation du Conseil

**ARTICLES encadrés sur fond grisé**

Procédure devant obligatoirement figurer au règlement intérieur



		Article	Page
<b>PREAMBULE</b>	Institution du règlement intérieur	1	3
	Cadre institutionnel d'intervention	2	3
<b><u>CHAPITRE 1</u></b> <b>PHASE PREPARATOIRE</b>	Périodicité des séances	3	4
	Convocation	4	5
	Ordre du jour	5	6
	Accès aux dossiers	6	6
	Questions écrites	7	7
	Questions orales	8	7
<b><u>CHAPITRE 2</u></b> <b>TENUE DES SEANCES</b>	Présidence	9	8
	Accès et tenue du Public	10	8
	Secrétaire de séance	11	9
	Personnel communal et intervenants extérieurs	12	9
	Quorum	13	10
	Pouvoirs	14	10
	Police de l'assemblée	15	11
<b><u>CHAPITRE 3</u></b> <b>ELABORATION DES DECISIONS</b>	Déroulement de la séance	16	12
	Débat ordinaire	17	13
	Débat budgétaire	18	14
	Question préalable	19	14
	Suspension de séance	20	14
	Amendements	21	15
	Votes	22	16
<b><u>CHAPITRE 4</u></b> <b>SUIVI DES SEANCES</b>	Délibérations	23	17
	Recueil des actes administratifs	24	17
	Compte rendu	25	17
	Procès-verbal	26	18
	Communication des documents	27	18
	Documents budgétaires	28	19
	Données synthétiques	29	20
<b><u>CHAPITRE 5</u></b> <b>ORGANISATION INTERNE</b>	Municipalité	30	21
	Commissions permanentes	31	21
	Commissions spéciales	32	22
	Commissions réglementaires	33	22
	Composition des commissions	34	22
	Fonctionnement des commissions	35	23
	Comités consultatifs	36	24
	Représentations	37	24
	Droits de la minorité	38	25-26
<b><u>CHAPITRE 6</u></b> <b>EXECUTION</b>	Modifications	39	27
	Application	40	27

## PREAMBULE

### ARTICLE 1 – INSTITUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

**L'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :**

**"Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif."**

*Les modalités de fonctionnement du conseil municipal de FLERS sont désormais fixées par le C.G.C.T. et les dispositions du présent règlement.*

### ARTICLE 2 – CADRE INSTITUTIONNEL

**L'article L 2121-29 dispose "Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.**

**Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'Etat dans le département.**

**Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.**

**Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local."**

## CHAPITRE 1 : TRAVAUX PREPARATOIRES

### ARTICLE 3 – PERIODICITE DES SEANCES

**Article L 2121-7 al 1 : "le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre."**

*Il existe 3 types de réunions :*

- 1°) la réunion ordinaire : en principe 7 fois par an, en observant un intervalle de 6 à 7 semaines, de préférence un lundi à 18 H 15 et en évitant, si possible, les périodes de vacances scolaires.*
- 2°) la réunion extraordinaire qui ne comporte qu'un faible nombre de questions regroupées autour, si possible, d'un seul thème et dont la caractéristique est de ne pouvoir attendre la prochaine réunion ordinaire.*
- 3°) la réunion extraordinaire urgente au délai de convocation abrégé et devant être justifié à l'ouverture (voir article 4).*

**Article L 2121-9 : "Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice, dans les communes de 3 500 habitants et plus (soit, en l'espèce, un minimum de 11 conseillers).**

**En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai."**

## ARTICLE 4 - CONVOCATIONS

**Article L 2121-10 :** "Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée [article R 2121-7 : à la porte de la mairie] ou publiée. Elle est adressée par écrit sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers municipaux sauf s'ils font le choix d'une autre adresse ». Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. L'envoi des convocations aux membres de ces assemblées peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix.

**Article L 2121-7 al 2 :** "Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour du scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet."

**Article L 2121-12 al 3 :** "Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs", c'est-à-dire non compris le jour de l'expédition ni celui de la séance. Par exemple, pour une réunion fixée au lundi, la convocation doit être expédiée le mardi précédent avant minuit.

*Le principe des 5 jours francs ne souffre qu'une seule exception :*

**Article L 2121-11 al 2 :** "En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure."

*L'appréciation de l'urgence est un préalable qu'il convient de lever dès l'ouverture et le conseil commettrait une irrégularité en débattant de la question au fond avant d'avoir clairement statué sur l'urgence.*



## ARTICLE 5 – ORDRE DU JOUR

*Le maire fixe l'ordre du jour qui est annexé à la convocation et qui est porté à la connaissance du public.*

**Article 2121-12 al. 1 : "Dans les communes de 3.500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal."**

*Il n'est plus possible d'ajouter de nouvelles questions à un ordre du jour après l'expédition de la convocation, à moins que le conseil en décide autrement à l'unanimité en début de séance.*

*Sauf décision contraire du maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise à la délibération et à l'approbation du conseil municipal, doit être préalablement soumise à l'une des commissions compétentes prévues au chapitre 5 du présent règlement.*

## ARTICLE 6 – ACCES AUX DOSSIERS

**Article L 2121-13 : "Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Commune qui font l'objet d'une délibération".**

*Dès inscription d'une question à l'ordre du jour d'une commission permanente et, a fortiori, à celui du conseil municipal et jusqu'au jour de la prochaine séance ordinaire, les conseillers municipaux peuvent consulter le dossier concernant ladite question en l'état, en mairie uniquement, aux heures ouvrables et après avoir pris téléphoniquement rendez-vous auprès du secrétariat du conseil.*

*En outre, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.*

**Article L 2121-12 al 2 : "Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie, par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur".**

*Hors les cas prévus ci-dessus, toute question, demande d'information ou intervention d'un conseil municipal auprès de l'administration communale devra être adressée au maire par écrit.*

## ARTICLE 7 – QUESTIONS ECRITES

*Chaque conseiller municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire concernant la Ville et l'action municipale.*

*Chaque question ne peut comporter qu'un objet unique.*

*Toute question écrite donne lieu à un accusé de réception du maire.*

*Le maire répond aux questions écrites dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse qui ne pourra toutefois pas excéder 6 semaines.*

*Aucune question écrite ne pourra donner lieu à débat en séance publique, cette procédure étant réservée aux questions orales (voir article 8).*

## ARTICLE 8 – QUESTIONS ORALES

**Article L 2121-19 : "Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la Commune. Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal".**

*Cette procédure est réservée aux seules séances ordinaires telles que définies à l'article 3, 1° du présent règlement.*

*L'exposé des questions orales intervient aussitôt après les réponses du maire aux questions orales de la précédente réunion ordinaire qui sont elles-mêmes effectuées aussitôt après l'examen de la dernière délibération inscrite à l'ordre du jour.*

*Chaque question ne peut comporter qu'un objet unique.*

*Afin de permettre son annexion au procès-verbal, elle doit être rédigée par l'intervenant et remise au maire aussitôt après avoir été exposée.*

*Il y sera obligatoirement répondu au cours de la prochaine réunion ordinaire sauf si le maire estime disposer des éléments nécessaires pour y répondre sur-le-champ.*

## CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES

### ARTICLE 9 – PRESIDENCE

**Article L 2121-14 : "Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.**

**Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.**

**Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote."**

**Article L 2122-8 al 1 : "La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal".**

*Le Président exerce la plénitude des fonctions dévolues habituellement au maire avec, pour seule réserve, que celles-ci sont limitées à la durée et à l'objet de la mission pour laquelle il a été élu ou nommé à ce poste.*

### ARTICLE 10 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC

**Article L 2121-18 al 1 et 2 : "Les séances des conseils municipaux sont publiques.**

**Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos".**

*Dans ce cas le scrutin a lieu au scrutin public (voir article 22).*

*Nulle personne étrangère au conseil ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans la partie de la salle réservée à l'assemblée : seuls les conseillers ainsi que les fonctionnaires territoriaux et personnalités dûment autorisés par le maire, y ont accès.*

*Un emplacement spécial est réservé aux représentants des médias.*

*Le public est admis à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le public doit s'abstenir de toute marque d'approbation ou de désapprobation susceptible d'influencer la décision de l'assemblée délibérante.*

ARTICLE 11 – SECRETAIRE(S) DE SEANCE

**Article L 2121-15 al 1 : "Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire".**

*D'ordinaire la proposition du maire ne donne pas lieu à contestation ; néanmoins, si 5 conseillers présents au moins le réclament, la désignation du secrétaire interviendra au scrutin secret aussitôt après l'appel nominal et la validation des procurations.*

*Le secrétaire de séance vérifie en permanence que le quorum est atteint, assiste le maire pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins et rédige le compte rendu qui sera affiché à la porte de la mairie dans les 8 jours.*

ARTICLE 12 – PERSONNEL COMMUNAL ET INTERVENANTS EXTERIEURS

**Article L 2121-15 al 2 : "Le conseil municipal peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations".**

*Assistent aux séances du conseil : le directeur général des services municipaux ou son représentant, les fonctionnaires du service du conseil municipal ainsi que, le cas échéant, tout autre fonctionnaire territorial ou personne qualifiée concernés par l'ordre du jour et invités par le maire.*

*Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la fonction publique.*

*Le directeur général des services procède à l'appel nominal dès l'ouverture de la réunion, vérifie la validité des procurations et alerte le maire dès qu'une irrégularité lui paraît se produire dans le fonctionnement de la séance.*



## ARTICLE 13 – QUORUM

**Article L 2121-17 al 1 : "Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente."**

*Le quorum impliquant la présence physique, les pouvoirs ne peuvent être pris en compte dans le calcul.*

*Pour un effectif de 33 membres, le quorum s'élève à plus de la moitié, c'est-à-dire 17.*

*Le quorum doit être atteint non seulement en début de séance mais aussi lors de chaque mise en discussion. Il importe donc de s'assurer que le quorum est toujours réuni avant de passer au point suivant de l'ordre du jour. Toutefois, lorsque le débat sur une question est déjà engagé, le départ de certains élus ne saurait vicier la validité de la délibération ; les conseillers qui se sont retirés, sont, dans cette hypothèse, considérés comme s'étant abstenus.*

*En revanche, le maire, lorsqu'il n'a pas le droit de participer au vote concernant son propre compte administratif ainsi que les conseillers qui ne peuvent pas participer à une délibération parce qu'ils sont intéressés, soit à titre personnel, soit en qualité de mandataire d'une association subventionnée, ne sont pas comptabilisés et leur défection, bien qu'involontaire et imposée par un texte, accroît le risque de passer au-dessous du seuil.*

**Article L 2121-17 al 2 : "Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L 2121-10 à L 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum."**

## ARTICLE 14 – POUVOIRS

**Article L 2121-20 al 1 : "Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives."**

*Les procurations doivent être remises au directeur général des services avant l'appel nominal pour être citées publiquement. Elles sont validées dans leur ordre d'arrivée. En cas de dépôt simultané, le classement s'effectue en fonction de la place occupée au Tableau du conseil par le mandant.*

*Tout conseiller étant amené à quitter la salle des délibérations a la faculté de donner pouvoir pour tout ou partie de la séance restant à courir. Mention de la procuration est donnée lors du vote suivant.*

ARTICLE 15 – POLICE DE L'ASSEMBLEE

**Article L 2121-16 : "Le maire a seul la police de l'assemblée.**

**Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.**

**En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi."**

*Le maire fait respecter le présent règlement.*

*Il rappelle à l'ordre, expulse ou poursuit tout membre du Public qui s'en écarte.*

*Les infractions au présent règlement, commises par les conseillers municipaux, font l'objet des sanctions suivantes :*

*1°) Rappel à l'ordre*

*Est rappelé à l'ordre par le maire tout conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.*

*2°) Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal*

*Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal par le maire tout conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre. Dans ce cas, le conseil municipal peut, sur proposition du maire, décider d'interdire la parole au contrevenant pour le reste de la séance : le vote se fait alors sans débat, au scrutin public (voir article 22).*

*3°) Expulsion*

*Si ledit conseiller persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le maire peut décider de le suspendre de la séance et le faire expulser.*

## CHAPITRE 3 : ELABORATION DES DECISIONS

### ARTICLE 16 – DEROULEMENT DE LA SEANCE

*Le Maire,*

*1°) procède à l'ouverture de la séance après avoir constaté que le quorum était atteint (voir article 13) ;*

*2°) fait nommer le secrétaire de séance (voir article 11) ;*

*3°) fait procéder à l'appel nominal et à la validation des procurations (voir articles 12 et 14) ;*

*4°) fait adopter le procès-verbal de la séance ordinaire précédente ainsi que celui ou ceux, lorsqu'ils sont établis, des éventuelles séances extraordinaires tenues entre-temps (voir article 26) ;*

*5°) donne lecture des éventuelles communications préalables du maire qui ont pour objet, soit de communiquer à l'assemblée les résultats d'un appel d'offres décidé lors d'une séance précédente, soit de donner au conseil une information que le maire estime nécessaire à la poursuite de ses travaux ;*

*6°) accorde immédiatement la parole en cas de réclamation formelle concernant l'ordre du jour et y répond immédiatement ;*

*7°) aborde les points de l'ordre du jour tels qu'ils figurent dans la convocation ; il lui est toutefois possible de modifier à tout moment l'ordre de présentation des questions ;*

*8°) apporte, après épuisement de l'ordre du jour, sa réponse aux questions orales de la précédente réunion ordinaire (voir article 8) ;*

*9°) fait exposer les questions orales de la séance en cours ;*

*10°) s'assure que le compte rendu des décisions qu'il a prises, en vertu de la délégation reçue du conseil municipal en application de l'article L 2122-22 du C.G.C.T. et qui a été remis à chaque conseiller en même temps que l'ordre du jour, n'appelle aucune demande d'explication ; dans le cas contraire, il apprécie s'il est en mesure d'y répondre sur-le-champ ou s'il doit réserver sa réponse jusqu'à la prochaine séance ordinaire ;*

*11°) annonce, sans que cela lui crée d'obligation, la date prévisible de la ou des prochaines réunions du conseil ;*

*12°) prononce la clôture de la séance.*

ARTICLE 17 – DEBAT ORDINAIRE

*Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le maire ou les rapporteurs désignés par le maire.*

*L'exposé doit être le plus succinct possible mais doit néanmoins permettre au public, qui ne dispose pas de rapports de synthèse, de comprendre l'enjeu de chaque question.*

*Cette présentation peut être, si nécessaire, précédée ou suivie d'une intervention du maire ou de l'adjoint compétent.*

*Un membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir demandée et obtenue du maire, quand bien même un orateur l'aurait autorisé à l'interrompre.*

*Lorsqu'un conseiller s'écarte de la question ou se livre à des interruptions ou à des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire, qui peut faire application des dispositions prévues à l'article 15.*

*Les conseillers prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire.*

*Au-delà de 5 minutes d'intervention, le maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.*

*Sauf autorisation expresse du maire, aucun membre du conseil ne peut reprendre la parole dans la discussion d'une délibération sur laquelle il est déjà intervenu.*

*Dans le cas où les débats viendraient néanmoins à s'enliser, le conseil municipal est appelé, sur proposition du maire, à fixer de manière exhaustive et définitive, le nombre d'intervenants et le temps de parole imparti à chacun d'entre eux.*



## ARTICLE 18 – DEBAT BUDGETAIRE

**Article L 2312-1 al 1 :** "Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal."

**Article L 2312-1 al 2 :** "... un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L 2121-8."

*Au cours de la séance ordinaire précédant l'examen du Budget Primitif Général aura lieu chaque année, dans le délai imparti, un débat d'orientation budgétaire donnant lieu à délibération.*

**Article L 2312-2 al 1 :** "Les crédits sont votés par chapitre et, si le conseil municipal en décide ainsi, par article."

## ARTICLE 19 – QUESTION PREALABLE

*La question préalable, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur le point de l'ordre du jour évoqué peut toujours être posée par un conseiller, mais aussitôt après l'énoncé du titre ou du numéro de la question.*

*Elle est alors mise aux voix après débat où ne peuvent prendre la parole que 2 orateurs, celui qui a soulevé la question et un autre, d'opinion contraire.*

## ARTICLE 20 – SUSPENSION DE SEANCE

*Elle est de droit quand elle est décidée par le maire, elle est mise aux voix des seuls conseillers présents lorsqu'elle est formulée par 5 d'entre eux au moins.*

*Le maire en fixe la durée et décide de la reprise des débats.*

## ARTICLE 21 – AMENDEMENTS

*Un amendement ou contre-projet peut être proposé sur toute affaire en discussion soumise au conseil municipal.*

### Sous-article 21.1 : DEPOT

*Tout amendement doit remplir les conditions suivantes :*

CONDITION 1 : FORMULATION ECRITE – *un amendement doit être rédigé par écrit et signé. Il peut être déposé entre les mains du maire à tout moment et au plus tard immédiatement après l'énoncé du titre de la question en séance publique.*

*A chaque fois que cela sera matériellement possible, il fera l'objet d'une diffusion à l'ensemble des conseillers présents.*

CONDITION 2 : ABSENCE DE CONTRADICTION – *aucun terme de l'amendement ne doit se trouver en contradiction avec une disposition du rapport non amendé.*

CONDITION 3 : COMPENSATION BUDGETAIRE – *tout amendement entraînant majoration d'une dépense ou minoration d'une recette doit prévoir, d'une manière équivalente, l'augmentation d'une autre recette ou la diminution d'une autre dépense.*

*Tout amendement ne répondant pas à ces 3 conditions doit être déclaré IRRECEVABLE par le maire.*

### Sous-article 21.2 : EXAMEN :

*Le conseil municipal décide si le ou les amendements proposés pour la question sont mis en délibération ou s'ils sont renvoyés pour avis à la commission compétente. Cette dernière décision entraîne ipso facto le retrait de la délibération considérée de l'ordre du jour.*

*Si le conseil décide d'en débattre, les amendements sont mis aux voix avant la question principale et ceux qui s'éloignent le plus des projets en délibération présentés par le maire sont soumis au vote avant les autres, l'ordre de présentation étant fixé par le maire.*

ARTICLE 22 – VOTES

Article L 2131-11 : "Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires."

Article L 2121-20 al 2 : "Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. "

*Ne sont pas pris en compte les bulletins blancs, les bulletins nuls et les abstentions.*

Article L 2121-20 al 3 : "Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. "

Article L 2121-21 : "Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1°) soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2°) soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin".

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

*Le conseil municipal vote de l'une des 3 manières suivantes :*

1 à main levée c'est la procédure ordinaire, le résultat en étant constaté par le maire et le secrétaire

2 au scrutin public par appel nominal dans l'ordre du Tableau  
- lorsque le huis-clos est requis (voir article 10, al. 3)  
- en cas d'interdiction de parole (voir article 15, 2°)  
- ou si demandé par le 1/4 des membres présents

3 au scrutin secret  
- toutes les fois que demandé par le 1/3 des membres présents  
- ou pour toute nomination autre que celle du secrétaire de séance (voir article 11, al 2).



## CHAPITRE 4 : SUIVI DES SEANCES

### ARTICLE 23 – DELIBERATIONS

**Article L 2121-23 al 1 et 2 : "Les délibérations sont inscrites par ordre de date.**

**Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer."**

*La signature est déposée sur la page de garde qui sera insérée au registre des délibérations, immédiatement après la dernière délibération de la séance considérée.*

### ARTICLE 24 – RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**Article R 2121-10 : "Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le dispositif des délibérations du conseil municipal visé au second alinéa de l'article L 2121-24 et les arrêtés du maire, à caractère réglementaire, visés au deuxième alinéa de l'article L 2122-29, sont publiés dans un recueil des actes administratifs ayant une périodicité au moins trimestrielle.**

**Ce recueil est mis à la disposition du public à la mairie et, le cas échéant, dans les mairies annexes. Le public est informé, dans les vingt-quatre heures, que le recueil est mis à sa disposition par affichage aux lieux habituels de l'affichage officiel.**

**La diffusion du recueil peut être effectuée à titre gratuit ou par vente au numéro ou par abonnement".**

*Le recueil en question est édité sous le titre RAM (Recueil des Actes Municipaux). Sa diffusion est, pour le moment, gratuite.*

*Il est très incomplet dans la mesure où en sont exclus, notamment, les actes individuels, les décisions temporaires qui ne sont plus en vigueur lors de la publication du recueil, les délibérations se rapportant à des conventions ou à des marchés publics, de même que celles concernant les interventions économiques.*

### ARTICLE 25 – COMPTE RENDU

**Article L 2121-25 : "Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine".**

**Article R 2121-11 : "L'affichage du compte rendu de la séance, prévu à l'article L 2121-25, a lieu, par extraits, à la porte de la mairie".**

*Le compte rendu, rédigé par le secrétaire de séance, présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil : il est affiché et tenu à la disposition des conseillers municipaux, des médias et du public.*



ARTICLE 26 – PROCES-VERBAL

**Article L 2121-18 al 3 : "Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L 2121.16, (voir article 15) ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle."**

*Toute retransmission n'est admissible que dans la mesure où elle ne perturbe pas les débats.*

*Les séances publiques du conseil municipal donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.*

*Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance ordinaire qui suit son établissement. Les conseillers ne peuvent intervenir, à cette occasion, que pour une rectification à apporter à sa rédaction. L'intervention ne peut excéder 3 minutes et mention en est faite en marge du procès-verbal visé. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal.*

ARTICLE 27 – COMMUNICATION DES DOCUMENTS

**Article L 2121-26 : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.**

**Chacun peut les publier sous sa responsabilité.**

**La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.**

**Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes.**

**Durant les jours précédant la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers en mairie, les originaux ne devant en aucun cas quitter l'enceinte de la Mairie.**

**Pour les demandes de communication de copies de documents, ce service est rendu moyennant le paiement de la reproduction des documents selon le tarif en vigueur, fixé par le Conseil et ne pouvant dépasser le coût réel des charges de fonctionnement.**

*Ce service de communication est rendu moyennant le paiement de la reproduction des documents selon le tarif en vigueur, fixé par le Conseil et ne pouvant dépasser le coût réel des charges de fonctionnement.*

ARTICLE 28 – DOCUMENTS BUDGETAIRES

**Article L 2313-1 :**

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2343-2, sont assortis en annexe :

- 1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;
- 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :
  - a) détient une part du capital ;
  - b) a garanti un emprunt ;
  - c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.
- La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;
- 5° Supprimé ;
- 6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;
- 7° De la liste des délégataires de service public ;
- 8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;
- 9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L. 1414-1 ;
- 10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

ARTICLE 29 – DONNEES SYNTHETIQUES

**Article R 2313-1 : "Dans les communes de 3.500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la commune, prévues au 1° du troisième alinéa de l'article L 2313-1 comprennent les ratios suivants :**

- 1. Dépenses réelles de fonctionnement/population ;**
- 2. Produit des impositions directes/population ;**
- 3. Recettes réelles de fonctionnement/population ;**
- 4. Dépenses d'équipement brut/population ;**
- 5. Encours de la dette/population ;**
- 6. Dotation globale de fonctionnement/population ;**

**Dans les communes de 10.000 habitants et plus, ces données comprennent en outre les ratios suivants :**

- 7. Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement ;**
- 8. Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal ;**
- 9. Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement ;**
- 10. Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement ;**
- 11. Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement ..."**

**L'article L 2313-1 précise dans son dernier alinéa :**

**"Dans ces mêmes communes de 3.500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune".**

*Tant qu'il paraîtra, le journal municipal sera le vecteur naturel de cette information.*

## CHAPITRE 5 : ORGANISATION INTERNE

### ARTICLE 30 – MUNICIPALITE

*La municipalité comprend le maire et les adjoints.*

*Sa réunion est provoquée et présidée par le maire ou, en cas d'empêchement, par un adjoint dans l'ordre du tableau. Elle se tient d'ordinaire une fois par semaine.*

*La séance n'est pas publique.*

*Elle a pour objet d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort de la Municipalité.*

### ARTICLE 31 – COMMISSIONS PERMANENTES

**Article L 2121-22 al 1 : "Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres."**

*Il est de bonne gestion que, dès la première réunion ordinaire suivant son installation, le conseil forme ses commissions permanentes et attribue à chacune d'entre elles le secteur de compétences dévolu à chacun des adjoints.*

*Les commissions formées sont les suivantes :*

- *Attractivité commerciale – Modernisation du centre-ville*
- *Amélioration de la vie quotidienne – Aspect et propreté de la Ville*
- *Habitat – Patrimoine communal – Développement du territoire*
- *Animation de la Ville et Jumelages*
- *Protection des populations – Politique en faveur des seniors - Flers ville numérique*
- *Solidarité dans la Ville*
- *Affaires générales – Affaires scolaires – Vie scolaire*
- *Développement du sport – Grandes manifestations sportives – Mémoire de Flers et cérémonies patriotiques*
- *Gestion financière*
- *Gestion du personnel territorial*



## ARTICLE 32 – COMMISSIONS SPECIALES

*Le conseil a, en outre, la faculté de créer à tout moment, sur proposition du maire, des commissions spéciales chargées de l'étude ou de la réalisation d'une ou plusieurs affaires. Leur durée de vie est alors limitée à l'accomplissement de leur mission.*

## ARTICLE 33 – COMMISSIONS REGLEMENTAIRES

*Ce sont celles dont l'existence et la composition sont imposées par des textes spécifiques.*

*Ce sont par exemple :*

- ◆ *les Commissions d'Appel d'Offres*
- ◆ *le Conseil d'Administration du C.C.A.S.*
- ◆ *la Commission Communale des Impôts Directs*
- ◆ *le Comité Technique Paritaire, etc ...*

## ARTICLE 34 – COMPOSITION DES COMMISSIONS

**Article L 2121-22 al 3 : "Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres (...), doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale".**

*Au cas où la proposition du maire ne recueillerait pas l'agrément des listes minoritaires, il serait fait application du scrutin proportionnel au plus fort reste.*

ARTICLE 35 – FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS

**Article L 2121-22 al 2 : "Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché".**

*Les dix commissions sont réparties au sein de quatre « pôles ». Les commissions de chaque pôle se réunissent le même jour au même endroit étant précisé qu'il est dans la nature des choses que le pôle chargé des Finances et du Personnel siège en dernier de manière à avoir connaissance des incidences financières des propositions des autres pôles et commissions. A cette fin, lui est réservé le 2<sup>ème</sup> ou le 3<sup>ème</sup> jour ouvrable précédant l'envoi de l'ordre du jour (soit, dans le cas d'une convocation du conseil expédiée le mardi, le jeudi ou le vendredi précédent).*

*Ces pôles sont les suivants :*

- **Pôle 1 : Aménagement, vie quotidienne, attractivité et animation de la Ville :** commissions 1 à 4, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.
- **Pôle 2 : Protection des populations, solidarité et seniors :** commissions 5 et 6, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.
- **Pôle 3 : Affaires Générales, vie scolaire et sportive, Mémoire :** commissions 7 et 8, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.
- **Pôle 4 : Finances et Personnel :** commissions 9 et 10, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.

*Les commissions instruisent les affaires qui leur sont soumises et, en particulier, les projets de délibération intéressant leur secteur d'activité, lesquels seront transmis, dans toute la mesure du possible, avec la convocation.*

*Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence soit exigé.*

*Sauf si elles en décident autrement, l'adjoint du secteur concerné est le rapporteur chargé de présenter l'avis de la commission au conseil municipal lorsque la question vient en délibération devant lui.*

*Les séances des commissions ne sont pas publiques.*

*Y assistent, à titre purement consultatif, tout fonctionnaire territorial ou personne qualifiée, ou leur représentant, lorsqu'ils y ont été conviés en temps opportun par le président ou le vice-président.*

*Un compte rendu est dressé sur le champ par l'un de ses membres désigné à cet effet et signé de tous les membres présents. Après visa et, le cas échéant, observations du maire, ce document interne est communiqué au vice-président de la commission ainsi qu'à chacune des têtes de listes minoritaires. 25.03.08*

## ARTICLE 36 – COMITES CONSULTATIFS

**Article L 2143-2 : "Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.**

**Chaque année, il en fixe la composition sur proposition du maire.**

**Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire. Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués".**

## ARTICLE 37 – REPRESENTATIONS

**Article L 2121-33 : "Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes".**

*Le vote a lieu au scrutin secret (voir article 22).*

*Au cas où la proposition du maire ne recueillerait pas l'agrément de la ou des listes minoritaires, il serait fait application du scrutin proportionnel au plus fort reste.*

ARTICLE 38 – DROITS DE LA MINORITE

SOUS-ARTICLE 38-1 - LOCAUX

**Article L 2121-27 : "Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition."**

**Article D 2121-12 : "Les modalités d'aménagement et d'utilisation du local commun mis à la disposition des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, en application de l'article L 2121-27, sont fixées par accord entre ceux-ci et le maire. En cas de désaccord, il appartient au maire d'arrêter les conditions de cette mise à disposition."**

**Dans les communes de 10 000 habitants et plus, les conseillers municipaux concernés peuvent, à leur demande, disposer d'un local administratif permanent.**

**La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à la disposition des conseillers minoritaires entre leurs différents groupes est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes".**

*La ou les minorités disposent, en mairie et pendant les heures ouvrables, d'un local administratif permanent, pouvant leur permettre d'y tenir réunion.*

*Les conditions d'accès ne subiront aucune autre limite que celles imposées par les règles de sécurité.*

*En dehors des heures ouvrables, le responsable de la minorité voudra bien avertir, dans un délai raisonnable (au minimum de 24 h ouvrables), la Direction Générale des Services des dates de réunions projetées, afin que l'ouverture et la fermeture des portes de la Salle des Commissions du Moulin du Château, et dans les limites des disponibilités de cette salle, puissent être assurées par les gardes-appariteurs.*



## **SOUS-ARTICLE 38-2 - JOURNAL MUNICIPAL**

"L'article 9 de la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose : **"dans les communes de 3 500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur"**.

*La parution est trimestrielle. Les documents (textes et photos) sont remis à l'imprimerie environ 3 semaines avant la distribution. Il faut donc tenir compte des délais de mise en page, corrections sur bon à tirer, impression et enfin livraison par la Poste.*

*Les dates sont calées en fonction d'un calendrier selon la plus grande régularité possible hormis certains décalages obligés pour permettre de coller à l'actualité municipale ou d'annoncer certains événements de la cité. L'espacement des parutions demeure, dans la mesure du possible, du même ordre.*

*Afin d'être mise en page dans les temps, la page réservée à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale doit parvenir au Service Communication avant le bouclage de chaque édition (texte et disquette si possible).*

*Le représentant de chaque minorité municipale est informé de la date limite par lettre simple au plus tard quinze jours à l'avance.*

## CHAPITRE 6 : EXECUTION

### ARTICLE 39 – MODIFICATIONS

*Ce règlement pourra, à tout moment, être modifié :*

*1°) sur proposition du maire*

*2°) à la demande d'1/3 des membres en exercice du conseil.*

*Il sera ensuite adopté, avec ou sans modification, dans les 6 mois suivant chaque renouvellement du conseil.*

### ARTICLE 40 – APPLICATION

*Le présent règlement entrera en vigueur dès son dépôt en Sous-Préfecture.*

*Il continuera à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle adoption ou modification.*

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	9	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEILS MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
Maire

<b>VILLE DE FLERS</b>		N°	Date	Question	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	N° d'ordre	N° délibération
				6	9

<b>OBJET</b>	<b>COMMISSIONS MUNICIPALES - CONSTITUTION</b>
--------------	---

SB/AM

Chers Collègues,

Il est proposé de créer 10 commissions municipales correspondant aux compétences de chacun des Adjointes.

N°	TITRE	ADJOINT
1	Attractivité commerciale Modernisation du centre-ville	Gaëlle PIOLINE
2	Amélioration de la vie quotidienne Aspect et propreté de la ville	Irène COJEAN
3	Habitat Patrimoine communal Développement du territoire	Josette BONNEL
4	Animation de la Ville et jumelages	Subay SAHIN
5	Protection des populations Politique en faveur des séniors Flers ville numérique	Lori HELLOCO
6	Solidarité dans la ville	Jean CHATELAIS
7	Affaires générales Affaires scolaires Vie scolaire	Sonia LAFAY
8	Développement du sport Grandes manifestations sportives Mémoire de Flers et cérémonies patriotiques	Jean-Pierre HUREL
9	Gestion financière	Gaëlle PIOLINE
10	Gestion du personnel territorial	Irène COJEAN

COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	9	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Le détail des attributions de chaque commission figure sur le tableau joint en annexe.

L'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, repris par l'article 34 du règlement intérieur du Conseil Municipal dispose : « **La composition des différentes commissions, y compris des commissions d'appel d'offres et des bureaux d'adjudication doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'Assemblée Communale** ».

Le règlement intérieur précise en outre qu'« **au cas où la proposition du Maire ne recueillerait pas l'agrément des listes minoritaires, il serait fait application du scrutin proportionnel au plus fort reste** ».

Afin de respecter la représentation de la Minorité, il est proposé de fixer le nombre de membres de chaque commission comme suit :

- Commissions 1 à 4 : 4 membres dont 1 réservé à la Minorité.
- Commissions 5 à 10 : 8 membres dont 2 réservés à la Minorité.

Par ailleurs, afin d'articuler le fonctionnement de nos commissions avec celles de la CAPF, de limiter le nombre de réunions des dites commissions et d'en enrichir le contenu, il est proposé qu'elles travaillent en pôles. Ceci permettrait, si vous en êtes d'accord, de constituer les pôles suivants :

- **Pôle 1 : Aménagement, vie quotidienne, attractivité et animation de la Ville :** commissions 1 à 4, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.
- **Pôle 2 : Protection des populations, solidarité et seniors :** commissions 5 et 6, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.
- **Pôle 3 : Affaires Générales, vie scolaire et sportive, Mémoire :** commissions 7 et 8, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.
- **Pôle 4 : Finances et Personnel :** commissions 9 et 10, soit 16 membres dont 4 représentants la Minorité.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - DECIDER** la création des 10 commissions municipales ci-dessus.
- 2 - ELIRE** les membres de chaque commission, au scrutin de liste, sans panachage ni vote préférentiel, à la proportionnelle au plus fort reste.
- 3 - APPROUVER** la composition de chacune d'entre elles suivant le tableau qui figure en annexe.



Pôle 1: Aménagement, vie quotidienne, attractivité et animation de la Ville					Pôle 2: Protection des populations, solidarité et seniors	
TITRE	Attractivité commerciale - Modernisation du centre ville	Amélioration de la vie quotidienne - Aspect et propreté de la ville	Habitat - Patrimoine communal - Développement du territoire	Animation de la Ville et jumelages	Protection des populations - Politique en faveur des seniors - Fiers ville numérique	Solidarité
ATTRIBUTIONS	Aménagement du Centre Ville	Réaménagement urbain	Politique de réserve foncière de la collectivité	Animation commerciale	Développement du numérique	Relations avec les associations caritatives et définition de la politique sociale de la collectivité
	Urbanisme commercial	Organisation des circulations douces	Relations avec les promoteurs et investisseurs privés	Evènementiel	Politique en direction des seniors	Aides légales et facultatives
	Commerce et Artisanat	Voirie	Suivi de la révision des documents d'urbanisme	Animation de la Ville (St Gilles, 14 juillet, marché de Noël...)	Développement des achats groupés, notamment fluides et mutuelles de santé, pour la population	Gestion du fonds initiative jeunes
	ORAC et FISAC	Sécurisation des voiries et du domaine public	Réception et études des demandes d'urbanisme - émission des avis	Commission des foires et marchés	Politique de sécurité et tranquillité publique	Gestion partenariale avec le Conseil Général du RSA
		Espaces verts et fleurissement	Agriculture	Jumelages	Formation des élus	
		Gestion du patrimoine bâti (hors écoles) et des énergies, notamment alternatives	Patrimoine communal			
		Logistique (dont parc de véhicules, matériels divers...)	Mise en valeur de Pont Ramond			
		Conseils de territoire	Site du Château			
		Cellule d'intervention rapide	Forêt de Halouze			
		Règlementation de l'utilisation du domaine public	Jardins ouvriers			
		Dénominations et numérotation	Visites de sécurité et installations classées (ICPE)			
		Recensement et élections				
	Subventions du secteur de compétence	Subventions du secteur de compétence	Subventions du secteur de compétence	Subventions du secteur de compétence	Subventions du secteur de compétence	Subventions du secteur de compétence
	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Maire-Adjoint	Gaëlle PIOLINE	Irène COJEAN	Josette BONNEL	Subay SAHIN	Lori HELLOCO	Jean CHATELAIS
Membres communs par pôle						
Total composition de la Commission ou du pôle non compris le Maire de droit	4	4	4	4	8	8
	16					16

Pôle 3: Affaires Générales, vie scolaire et sportive, Mémoire		
TITRE	Affaires générales - affaires scolaires - vie scolaire	Développement du sport - grandes manifestations sportives - Mémoire de Fiers et cérémonies patriotiques
ATTRIBUTIONS	Enseignement préélémentaire et élémentaire	Cérémonies patriotiques
	Organisation des temps péri et post scolaires	Mémoire de Fiers
	Restauration scolaire	Promotion et développement des activités sportives
	Relation avec les associations de parents d'élèves	Gestion des complexes sportifs, terrains d'évolution et gymnases
	Adaptation, création d'équipements scolaires en fonction de l'évolution de la législation et de la localisation de la population	Mise à disposition des salles et matériels dans le domaine de compétence
	Pièces officielles, état civil et cimetière	Relations avec les clubs, définition et mise en œuvre de contrats de moyens et d'objectifs
		Organisation des manifestations sportives
		fiérientes
	Subventions du secteur de compétence	Subventions du secteur de compétence
	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Maires-Adjoints	Sonia LAFAY	Jean-Pierre HUREL
Membres communs par pôle		
Total composition de la Commission ou du pôle non compris le Maire de droit	8	8
	16	

Pôle 4: Finances et Personnel	
Gestion financière	Gestion du personnel territorial
Assurances	Personnel et conventions de mutualisation
Marchés Publics	
Délégation de Service Public	
Contentieux	
Budgets	
Fiscalité	
Garanties	
Emprunts et gestion active de la dette et de la trésorerie	
Subventions du secteur de compétence	
Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Subventions du secteur de compétence
	Relations avec la C.A.P.F. pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Gaëlle PIOLINE	Irène COJEAN
8	8
16	

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	10	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

<b>R A P P O R T</b>  présenté par  <b>Yves GOASDOUE</b>  <b>Maire</b>	<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
	<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
					<b>7</b>	<b>10</b>

<b>OBJET</b>	<b>MARCHES PUBLICS – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES PERMANENTE ET COMMISSION DES MARCHES PASSES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE - COMPOSITION</b>
--------------	---

TD/AM

Chers Collègues,

Selon l'article 22 du Code Marchés Publics, les collectivités territoriales constituent une ou plusieurs commissions d'appel d'offres à caractère permanent. Il est précisé qu'une commission spécifique peut être constituée pour la passation de marché déterminé.

Comme sous le mandat précédent, dans un souci à la fois de simplification et de permanence de la fonction qui requiert de plus en plus une technicité certaine, il est proposé de nommer une commission permanente qui siègerait quelle que soit l'affaire traitée.

L'article 22 du Code des Marchés Publics dispose que la Commission d'Appel d'Offres (CAO) est formée comme suit :

- Monsieur le Maire ou son représentant, Président (en principe, cette mission sera confiée à l'Adjoint chargé des marchés publics)
- 5 membres du Conseil Municipal élus, en son sein, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, ainsi que leurs 5 suppléants.

Il convient de relever que la CAO peut faire appel au concours d'agents du pouvoir adjudicateur compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Peuvent également participer, avec voix consultative, aux réunions de la CAO, lorsqu'ils y sont invités par le président de la CAO, le comptable public et un représentant du service en charge de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Par ailleurs, par délibération 792 du 18 février 2013 adoptant le règlement intérieur pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée, votre assemblée a acté la mise en place d'une commission dénommée « Commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) » qui est un groupe de travail d'aide à l'analyse des propositions des candidats aux marchés passés selon la procédure adaptés qui émet un avis simple éclairant le pouvoir adjudicateur dans son libre choix. Les marchés passés selon la procédure adaptée, sur l'attribution desquels la COMAPA est appelée à formuler un avis, sont ceux dont le montant est compris entre 15 000 € H.T. et le seuil des procédures formalisées pour les marchés de services, et 90 000 € H.T. et le seuil des procédures formalisées pour les marchés de fournitures et de travaux.



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	10	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Il vous est proposé que cette commission soit constituée des membres de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Flers.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - PROCEDER** à l'élection des membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offre au scrutin de liste selon le principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste.
- 2 - PRECISER** que cette nomination est valable pour toute la durée du mandat sauf si l'assemblée délibérante décide d'y apporter une modification ou encore si elle entend procéder à une désignation particulière pour une opération spécifique.
- 3 - DECIDER** que la « Commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) » est constituée des membres de la commission d'appel d'offres de la Ville de Flers.
- 4 - PREND ACTE** que, conformément à l'article 22-III du Code des Marchés Publics, il sera pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste et que le remplacement du suppléant devenu ainsi titulaire est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.
- 5 - PREND ACTE** qu'il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions mentionnées ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	11	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
Maire

<b>VILLE DE FLERS</b>		N°	Date	Question	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	N° d'ordre	N° délibération
				<b>8</b>	<b>11</b>

<b>OBJET</b>	<b>MARCHES PUBLICS – GROUPEMENT DE COMMANDE PERMANENT VILLE DE FLERS/ CCAS DE FLERS/ CAPF– COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET COMMISSION DES MARCHES PASSES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE - COMPOSITION</b>
--------------	--

TD/AM

Chers Collègues,

Par délibération 723 du 24 septembre 2012, l'assemblée délibérante de la Ville de Flers a autorisé M. le Maire à signer la convention instaurant un groupement de commandes permanent entre la Ville de Flers, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers et le C.C.A.S de Flers.

L'objet de ce groupement de commandes est de permettre à ces trois entités de procéder conjointement à leurs achats communs récurrents en matière de fournitures courantes et services.

La durée de ce groupement de commandes est de cinq années à compter de l'entrée en vigueur de la convention institutive. Celui-ci est tacitement renouvelable, à l'issue de la période initiale, par période d'une année. La Ville de Flers coordonne ce groupement de commandes.

Le règlement intérieur de la Ville de Flers, applicable au groupement de commandes, prévoit que les marchés publics dont le montant est compris entre 15 000 € H.T. et le seuil des procédures formalisées, fixé à ce jour à 207 000 € H.T. pour les fournitures courantes et services, soient attribués après avis simple d'une commission consultative pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA). Pour les marchés supérieurs au seuil des procédures formalisées, ceux-ci doivent être, en application de l'article 8 du code des marchés publics, attribués par une commission d'appel d'offres (C.A.O).

La COMAPA est composée d'un représentant de chaque membre du groupement. Celle-ci fonctionne selon les règles arrêtées par le règlement intérieur du coordonnateur et est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

La C.A.O. du groupement de commandes appelée à siéger est composée conformément à l'article 8.II.1° du code des marchés publics, à savoir d'un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la C.A.O. de chaque membre du groupement. La C.A.O. est présidée par le représentant du coordonnateur.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 – ELIRE** un membre titulaire de la commission consultative pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) du groupement de commandes et un membre suppléant.
- 2 – ELIRE** un membre titulaire de la commission d'appel d'offres (CAO) du groupement de commandes et un membre suppléant.



<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	12	1.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

<b>R A P P O R T</b>  présenté par  <b>Yves GOASDOUE</b>  <b>Maire</b>	<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
	<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
					<b>9</b>	<b>12</b>

<b>OBJET</b>	<b>COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - CONSTITUTION - MODALITES DE DEPOT DES LISTES</b>
--------------	--

TD/AM

Chers Collègues,

Dans le cadre des procédures de délégation de service public, l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) prévoit la création d'une commission afin qu'elle procède à l'ouverture et à l'analyse des offres.

La commission doit également, selon l'article L.1411-6 du même code, donner son avis sur tous les projets d'avenant entraînant une augmentation du montant global de la délégation de plus de 5 %.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, la commission est composée :

- de Monsieur le Maire ou son représentant, en qualité de Président de la commission
- de 5 membres du Conseil Municipal et leurs suppléants
- du comptable public de la Ville de Flers, à titre consultatif
- du représentant du Ministre chargé de la Concurrence, à titre consultatif (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations – Service de la concurrence, de la consommation, de la qualité des produits et services).

Peuvent également participer à la commission avec voix consultatives, un ou plusieurs agents de la Ville de Flers désigné(s) par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Les membres titulaires de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	12	1.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Toutefois, avant de procéder à la constitution de la commission par élection de ses membres, il convient, conformément à l'article D 1411-5 du C.G.C.T. et à la jurisprudence, de fixer les conditions de dépôt des listes.

Il est proposé de fixer ces dernières comme suit :

- Les listes doivent être déposées ou adressées à la mairie à l'attention de Monsieur le Maire, au plus tard au terme de l'appel nominal de la séance du Conseil Municipal dont l'ordre du jour prévoit l'élection des membres de ladite commission.
- Les listes peuvent comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
- Les listes doivent indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**FIXER** comme exposé ci-dessus les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	13	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				10	13

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES - ASSOCIATION DES VILLES - POLES D'ENTRAINEMENT DU BESSIN ET DU BOCAGE</b>
--------------	---

SB/AM

Chers Collègues,

Suite au renouvellement intégral du Conseil Municipal, la Ville est appelée à désigner ses représentants au sein de l'Association des villes - pôles d'entraînement du Bessin et du Bocage Bas-Normands, constituée des communes suivantes : AVRANCHES, BAYEUX, COUTANCES, FLERS, GRANVILLE, SAINT-LO et VIRE.

Cette association est dirigée par un conseil d'administration comprenant les maires des sept villes, chacune étant représentée à l'assemblée générale ordinaire par deux délégués, dont, de droit, le maire.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**COMPLETER** votre délégation, par la désignation d'un membre du conseil municipal, au poste de 2<sup>ème</sup> délégué à l'assemblée générale.

Poste	Fonction	Titulaire	Acte
1	Délégué au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale	Monsieur le Maire	de droit
2	Délégué à l'Assemblée Générale		Présente délibération

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	14	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

## R A P P O R T

Présenté par  
Yves GOASDOUE  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre 11	N° délibération 14

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – SYNDICAT DE L'ENERGIE DE L'ORNE (SE 61)</b>
--------------	--

JCR/TD/VV

Chers Collègues,

Par arrêté préfectoral du 31 décembre 2013, les statuts du Syndicat Départemental des Collectivités Electrifiées de l'Orne (SDCEO) ont été réformés.

Le SDCEO est désormais dénommé « Syndicat de l'Energie de l'Orne » (SE 61).

Ces nouveaux statuts prévoient, à l'article 6-2 « Comité Syndical », pour les communes classées en régime urbain, la désignation d'un titulaire et d'un suppléant par tranche de 10 000 habitants, ce qui représente 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants pour la Ville de Flers.

Aussi, suite au renouvellement intégral de l'assemblée délibérante, la Ville est appelée à désigner ses délégués au sein du Comité Syndical du Syndicat de l'Energie de l'Orne.

### IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

**PROCEDER** à l'élection des 2 délégués titulaires et des 2 délégués suppléants de la Ville.

Titulaires	Suppléants



<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	15	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
**Maire**

<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
				<b>12</b>	<b>15</b>

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES • STRUCTURES SOCIALES ET DE SANTE</b>
--------------	--

SB/AM

Chers Collègues,

Suite au renouvellement intégral du Conseil Municipal, la Ville est appelée à réattribuer ses délégations au sein de diverses structures sociales et de santé.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**PROCEDER** à l'élection de vos délégués au sein des organismes ci-après désignés :

<b>N°</b>	<b>ORGANISMES</b>	<b>Nature (1)</b>	<b>DELEGUES</b>
<b>LOISIRS SOCIAUX</b>			
<b>1</b>	<b>JARDINS OUVRIERS</b>	<b>CA</b>	
<b>STRUCTURES MEDICO - SOCIALES</b>			
<b>A. sous statut ADAPEI</b>			
<b>2</b>	<b>I.M.E. LES PEUPLIERS - 9 rue Nationale</b>	<b>CVS</b>	
<b>ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL</b>			
<b>3</b>	<b>MAISON DE RETRAITE LES HAUTS-VENTS 27 rue du Docteur Maubert</b>	<b>CA</b>	<i>M. Le Maire ou son représentant</i>

(1) : CA = Conseil d'Administration - CVS = Conseil de la Vie Sociale

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	16	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
Yves GOASDOUE  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				13	16

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC - ELECTION DE 9 DES 10 DELEGUES DE LA VILLE</b>
--------------	--

SB/AM

Chers Collègues,

Suite au renouvellement intégral du conseil municipal, la Ville est appelée à réattribuer ses délégations au sein du GIP-UPC Cuisine du Bocage dans les conditions prévues à l'article 12-1 des statuts qui dispose **"Les représentants des adhérents du groupement sont désignés pour une durée de trois ans par l'assemblée délibérante de chaque collectivité adhérente. Le mandat prend fin par la perte de la qualité de membre de l'assemblée dont est issu le délégué. Chaque membre fondateur dispose d'un nombre égal de représentants, soit 10. Le Maire et le Directeur de l'Hôpital ou leurs représentants sont membres de droit"**.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**PROCEDER** à l'élection de 9 de vos représentants.

<b>SIEGES</b>	<b>DELEGUES</b>
1	de droit : le Maire ou son représentant
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	17	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

## R A P P O R T

présenté par

Yves GOASDOUE

Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre 14	N° délibération 17

OBJET	REPRESENTATIONS PERMANENTES – CANTINES SCOLAIRES – COMITE CONSULTATIF DES USAGERS– ELECTION DE 3 DELEGUES
-------	--

DL/AM

Chers Collègues,

La Commission Consultative des Usagers des Cantines a été instituée par délibération 441 du 06.07.98 en conformité avec l'article L 2143-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui disposait que :

**« il est créé une commission consultative compétente pour un ou plusieurs services publics exploités en régie ou dans le cadre d'une convention de gestion déléguée. Elle doit comprendre parmi ses membres des représentants d'associations d'usagers du ou des services concernés. Elle est présidée par le Maire. Cette obligation ne s'impose qu'aux services des communes de plus de 3 500 habitants ».**

Cet article, issu de la loi d'orientation du 6 février 92 relative à l'administration territoriale de la République, permettait aux usagers d'un service public d'obtenir les informations sur le fonctionnement effectif dudit service, d'être consultés sur certaines mesures relatives à son organisation et d'émettre toutes propositions utiles. Le Maire disposait d'une certaine latitude pour fixer les règles de composition, de désignation et de fonctionnement de cette structure dès lors que la représentation des usagers était assurée.

Cependant, ce texte a été abrogé par la loi 2002-276 du 27 février 2002 qui a institué un nouveau texte de référence par l'article L 1413-1. Le champ d'application de ce texte ne comprend plus les services exploités en régie simple.

De ce fait, l'existence de la commission consultative des usagers des cantines scolaires n'a plus de caractère obligatoire.

Néanmoins l'article L 2143-2 prévoit que le **« Conseil Municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal (...). Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales (...). Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics (...) entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. »**

Par délibération 165 du 3 juin 2002, le Conseil Municipal a décidé du maintien de la commission consultative des usagers des cantines aujourd'hui dénommée « Comité consultatif des usagers des cantines » dans la composition suivante :

.../...



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	17	5.3	
	RÉGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

Représentants		Nombre	Personnalités qualifiées		Nombre
Ville	Président : le Maire ou son représentant, en principe l'Adjoint délégué	1	Ecole	Les Directeurs d'école désignés parmi les chefs d'établissement	2
	Conseillers municipaux élus par l'assemblée en son sein	3	Services Municipaux	Le Directeur Général des Services Municipaux ou son représentant (en principe le responsable du service)	1
Usagers	Représentants des associations de parents d'élèves	3			Responsables de cantines désignées parmi les chefs de cuisine
			Externe	Diététicienne ou personne qualifiée en la matière	1
TOTAL		7	TOTAL		6

Suite au renouvellement intégral du Conseil Municipal, la Ville est appelée à se décider sur le maintien de cette commission, transformé en comité, et à désigner ses délégués au sein de cette instance.

#### IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DECIDER** du maintien, en l'état, du comité consultatif des usagers des cantines.
- 2 - PROCEDER** à l'élection de vos 3 délégués.



<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	18	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
Maire

<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
				<b>15</b>	<b>18</b>

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – ENSEIGNEMENT PUBLIC</b>
--------------	--

DL/AM

Chers Collègues,

Suite au renouvellement intégral du Conseil Municipal, la Ville est appelée à désigner ses représentants au sein des établissements scolaires publics.

Il est rappelé qu'au sein des conseils d'écoles pré-élémentaires et élémentaires, conformément aux dispositions de l'article D.411-1 du code de l'éducation, le siège de premier délégué est attribué au Maire ès-qualités ou à son représentant, en principe l'adjointe chargée des « AFFAIRES GENERALES, AFFAIRES SCOLAIRES - VIE SCOLAIRE », et que le second siège est pourvu par un conseiller municipal.

Par ailleurs, en application de l'article R.421-14 du code de l'éducation, la Ville dispose de trois sièges d'administrateurs au sein des collèges et des lycées de plus de 600 élèves et de deux sièges d'administrateurs dans les collèges de moins de 600 élèves ne comportant pas de section d'éducation spécialisée.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - PRENDRE** acte de l'attribution du premier siège au sein des établissements pré-élémentaires et élémentaires au Maire ou à sa représentante, l'adjointe chargée des « AFFAIRES GENERALES, AFFAIRES SCOLAIRES - VIE SCOLAIRE » ès-qualités.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	18	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

## 2 - ELIRE

les délégués dans l'enseignement public.

C O N S E I L S   D ' E C O L E		SECONDS DELEGUES
PRE-ELEMENTAIRES	ELEMENTAIRES	
Sévigné	Sévigné-Paul Bert	
Roland	Roland-Victor Hugo	
Les Vallées		
Morin/La Fontaine		

ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	N°	TITULAIRES
Collège Sévigné	1	
	2	
	3	
Collège Jean Monnet	1	
	2	
	3	
Lycée Professionnel Jean Guéhenno	1	
	2	
	3	
Lycée Polyvalent Jean Guéhenno	1	
	2	
	3	

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	19	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

<b>R A P P O R T</b> présenté par <b>Yves GOASDOUE</b>  <b>Maire</b>	<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
	<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
					<b>16</b>	<b>19</b>

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – MARCHÉ – COMITÉ CONSULTATIF</b>
--------------	--

DL/AM

Chers Collègues,

Par délibération n°4 du 05.11.90, le Conseil Municipal a décidé la création d'une commission extra-municipale chargée d'émettre un avis notamment sur l'organisation générale des marchés, les modifications des règlements desdits marchés, le régime des droits de place et du stationnement sur les marchés communaux. Par délibération n°144 du 03.06.96, ladite commission a été élargie et ses attributions complétées par l'organisation générale des marchés ainsi que les animations commerciales à mettre en place sur les marchés.

Sa composition est la suivante :

- ♦ le Maire ou l'Adjoint de secteur
- ♦ 3 délégués du Conseil
- ♦ 2 représentants des organisations syndicales fréquentant le marché
- ♦ 3 commerçants fréquentant régulièrement le marché, élus par leurs pairs, par catégorie (marché couvert, fleurs-alimentation, confection-divers)

Suite au renouvellement du Conseil Municipal,

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**1 - DECIDER** le maintien d'une commission extra-municipale dite "comité consultatif du marché", investie de la mission rappelée ci-dessus et composée de 9 membres.

**2 - ELIRE** les 3 délégués de la Ville.



COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	20	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
  
présenté par  
  
Yves GOASDOUE  
  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				17	20

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – C.C.A.S. – CONSEIL D'ADMINISTRATION – ELECTION DES DELEGUES</b>
--------------	--

SB/AM

Chers Collègues,

Les règles relatives à la composition et à la désignation des membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale sont régies par les dispositions des articles L 123-6, R 123-7 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ainsi que l'article L 237-1 du Code Electoral.

Le Conseil d'Administration comprend, **à parité**, des membres élus par le Conseil Municipal en son sein, et des membres nommés par le Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune, dans la limite de 8 membres de part et d'autre.

Le renouvellement doit avoir lieu dans les 2 mois suivant l'élection du Conseil Municipal.

L'assemblée fixe le nombre d'administrateurs du Conseil d'Administration avant d'élire ses représentants au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Précédemment, le nombre de membres élus par le Conseil Municipal était de 5.

Les modalités du vote sont détaillées aux articles R 123-8 et R 123-9 du code de l'action sociale et des familles : **« les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret. Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes. Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats. Le ou les sièges laissés vacants par un ou des conseillers municipaux, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés. Lorsque ces dispositions ne peuvent pas ou ne peuvent plus être appliquées, le ou les sièges laissés vacants sont pourvus par les candidats de celle des autres listes qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.**

.../...



COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	20	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Dans l'hypothèse où il ne reste aucun candidat sur aucune des listes, il est procédé dans le délai de deux mois au renouvellement de l'ensemble des administrateurs élus dans les conditions prévues par le présent chapitre ».**

Le code de l'action sociale et des familles prévoit également en son article R 123-15 que « **des fournisseurs de biens ou de services du centre d'action sociale ne peuvent siéger au conseil d'administration** ».

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - FIXER** le nombre des membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S présidé par Monsieur le Maire à .....
- 2 - PRECISER** que le nombre de membres désignés par le Conseil Municipal en son sein est de .....
- 3 - PROCEDER** à l'élection de ces derniers au scrutin secret de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	21	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
Yves GOASDOUE  
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				18	21

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – STRUCTURES PROMOTIONNELLES</b>
--------------	---

SB/AM

Chers Collègues,

Suite au renouvellement intégral du Conseil Municipal, la Ville est appelée à réattribuer ses délégations dans diverses structures promotionnelles.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**PROCEDER** à l'élection de vos délégués.

	ORGANISMES	TITULAIRES
ANIMATION	FLASH	
CULTURE	Université inter âges	
JUMELAGES	Flers-Poundou	
	Flers-Warminster	
	Flers-Wunstorf	

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	22	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
Maire

<b>VILLE DE FLERS</b>		N°	Date	Question	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	N° d'ordre	N° délibération
				19	22

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES - DELEGUE A LA DEFENSE - ELECTION</b>
--------------	--

SB/AM

Chers Collègues,

Le gouvernement a décidé d'entreprendre une série d'actions destinées à renforcer le lien entre la nation et ses forces armées. A ce titre, il a été décidé que soit instaurée au sein de chaque conseil municipal une fonction de conseiller municipal en charge des questions de défense, dont le nom doit être communiqué en Préfecture.

Suite au renouvellement intégral du Conseil Municipal, la Ville est appelée à désigner son délégué.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**ELIRE** votre délégué à la Défense.

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	23	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
**Yves GOASDOUE**  
**Maire**

<b>VILLE DE FLERS</b>		<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Question</b>	
<b>CONSEIL</b>	<b>Séance</b>	<b>02</b>	<b>14.04.14</b>	<b>N° d'ordre</b>	<b>N° délibération</b>
				<b>20</b>	<b>23</b>

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES - CORRESPONDANT SECURITE ROUTIERE - ELECTION</b>
--------------	---

SB/AM

Chers Collègues,

Le Comité Interministériel de la Sécurité Routière du 7 juillet 2004 a décidé de renforcer l'action et la mobilisation des partenaires locaux.

Un correspondant sécurité routière a donc été désigné par le Conseil Municipal de la Ville de FLERS.

Suite au renouvellement intégral de l'assemblée délibérante, il y a lieu de réattribuer cette représentation.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**PROCEDER** à l'élection de ce représentant.



COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	24	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

<b>R A P P O R T</b>  Présenté par  Yves GOASDOUE  Maire	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
					21	24

<b>OBJET</b>	<b>REPRESENTATIONS PERMANENTES – MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE FLERS</b>
--------------	--

TD/SB/CM/AM

Chers Collègues,

Les actuels statuts de la Maison des Jeunes et de la Culture de Flers, adoptés le 2 juillet 2012, prévoient, à l'article 9, les dispositions suivantes relatives à la composition de son conseil d'administration :

« L'association est administrée par un Conseil d'Administration qui comprend au maximum 27 membres :

a) 7 membres de droit avec voix consultative

- **le maire ou son représentant**

- **3 conseillers municipaux**

- le président ou la présidente de la fédération régionale des MJC

- le directeur ou la directrice de la fédération régionale des MJC

- le directeur ou la directrice de la MJC

b) [...] »

Suite au renouvellement intégral de l'assemblée délibérante, il y a lieu de réattribuer les représentations décrites dans les dispositions mentionnées ci-dessus.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**PROCEDER** à l'élection de trois conseillers municipaux chargés de représenter la Ville de Flers au Conseil d'Administration de la MJC

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	25	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

**R A P P O R T**  
présenté par  
Gaëlle PIOLINE  
1<sup>ère</sup> adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre	N° délibération
				22	25

<b>OBJET</b>	<b>FISCALITE DIRECTE LOCALE – TAUX DES TAXES POUR 2014</b>
--------------	--

MG/AM

Chers Collègues,

En vue du vote des taux des impositions locales, la Direction des Services Fiscaux a communiqué les montants des bases taxables qui s'établissent comme suit :

- Taxe d'Habitation → 14 374 000 € soit +1,00 % par rapport aux bases effectives 2013
- Taxe Foncier Bâti → 17 918 000 € soit +1,35 % par rapport aux bases effectives 2013
- Taxe Foncier Non Bâti 162 800 € soit +1,22 % par rapport aux bases effectives 2013

Le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget pour 2014 ressort à 6 598 081 € (avant allocations compensatrices).

Il vous est proposé de fixer les taux d'imposition pour 2014 comme suit :

TAXE	Pour mémoire Taux 2013 (en %)	Coefficient de variation	PROPOSITION Taux 2014 (en %)	Produit (en €)
T.H.	20,77	$\frac{6\,598\,081}{6\,598\,081}$	<b>20,77</b>	2 985 480
T.F.B.	19,58		<b>19,58</b>	3 508 344
T.F.N.B.	64,04		<b>64,04</b>	104 257
		<b>1,00</b>		<b>6 598 081</b>

Les allocations de l'Etat, en compensation de mesures légales affectant la taxe professionnelle et les taxes foncières et d'habitation, s'élèvent à 478 174 €, soit un produit total résultant des taux votés et des allocations compensatrices de : 7 076 255 €.

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

**ARRETER** comme ci-dessus exposés les taux applicables à chacune des trois taxes pour 2014.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	26	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

## R A P P O R T

présenté par

Yves GOASDOUE

Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	14.04.14	N° d'ordre 23	N° délibération 26

## OBJET

**COOPERATION INTERNATIONALE - FRAIS DE DEPLACEMENT -  
PRISE EN CHARGE**

ST/TD/DT/AM

Chers Collègues,

Le 13 mai 1973, Monsieur le Maire de la Ville de FLERS signait la charte de jumelage avec WARMINSTER.

Par délibération n° 130 du 25 mars 1996, votre Conseil Municipal a décidé le jumelage de WUNSTORF avec notre ville.

L'objet principal du jumelage avec la ville de WARMINSTER est de créer des relations durables entre les sociétés et les personnes des villes jumelles, tant sur le plan intellectuel que sur le plan culturel et touristique.

Le jumelage avec la ville de WUNSTORF a quant à lui vocation à développer les relations entre nos populations pour favoriser l'étude des langues allemande et française ainsi que la connaissance de nos cultures respectives, pour encourager et promouvoir des liens étroits entre nos écoles, associations et sociétés.

Les deux chartes insistent sur l'importance des relations qui doivent être maintenues entre les collectivités. Or, outre l'action des comités de jumelage, c'est par des visites et des rencontres régulières entre les représentants des villes jumelées que peuvent s'entretenir et se fortifier les liens établis par les chartes de jumelage.

S'agissant de POUNDOU, la Ville est en relation avec l'association « Peuples Solidaires – Région de Flers » dont l'objet est notamment de « créer les liens de solidarité avec des collectivités du tiers monde qui s'organisent en vue d'un développement autonome. »

Cependant les frais de transport et de séjour peuvent représenter une charge considérable pour un membre de notre assemblée. Or l'article L 2123-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise :

*« les membres du Conseil Municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune, à qualité, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci. »*

Le principe d'une prise en charge totale des frais réels de séjour et des déplacements des seuls membres de notre Conseil est une mesure de nature à lever cette difficulté.



COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	14.04.14	26	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

C'est pourquoi lors d'une précédente délibération (délibération 358 du 15 février 2010), notre assemblée avait arrêté, afin d'encadrer cette possibilité, le dispositif suivant.

- Limitation de la délégation à 4 élus, en sus de Monsieur le Maire, pour chacun de nos jumelages.
- Limitation des déplacements à une fois tous les deux ans pour les jumelages avec WUNSTORF et WARMINSTER et une fois par an avec POUNDOU.
- Limitation stricte des dépenses prises en charge aux :
  - Frais de transport et de déplacement.
  - Frais d'hébergement.

Enfin, Monsieur le Maire arrête la liste nominative des membres du Conseil Municipal dans les limites des principes posés par la présente délibération, lors de chaque déplacement, par ordre de mission. La demande de prise en charge fera l'objet d'un état récapitulatif appuyé des pièces justificatives correspondantes.

Cependant, ce dispositif apparaît incomplet en ce qu'il ne prévoit pas la possibilité que Monsieur le Maire, es qualité, ne puisse se déplacer. Aussi il vous est proposé, qu'en sus des 4 élus prévus ci-dessus, le représentant de Monsieur Maire puisse bénéficier de la prise en charge des frais de transport, de déplacement et d'hébergement dans les mêmes conditions, dès lors que celui-ci ne peut se déplacer. Ce 5<sup>ème</sup> élu viendrait donc en substitution de Monsieur le Maire. Ainsi le niveau des dépenses prises en charge n'augmentera pas.

Voilà, Chers Collègues le principe que je vous propose d'adopter afin d'avoir à la fois des échanges constructifs et un encadrement raisonné de la prise en charge des frais induits par ces échanges.

#### **IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - SUBSTITUER** la présente délibération à la délibération n°358 du 15 février 2010.
- 2 - ADOPTER** le principe d'une prise en charge des frais réels exposés dans le cadre d'un déplacement hors de France, limitée aux frais de transport, de déplacement et d'hébergement, s'inscrivant dans le cadre des jumelages avec WUNSTORF et WARMINSTER ou dans le cadre de nos relations avec POUNDOU.
- 3 - PRECISER** que cette prise en charge s'inscrira dans le cadre des limites ci-dessus exposées.
- 4 - DONNER** mandat spécial à Monsieur le Maire ainsi qu'aux Conseillers Municipaux désignés par lui pour se déplacer hors de France dans le cadre des échanges ci-dessus exposés.
- 5 - AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toutes démarches et signer tous documents relatifs à cette affaire.



**COMPTE RENDU DES DECISIONS**

<b>VILLE DE FLERS</b>			
<b>Décision</b>	<b>Date</b>	<b>Délégation</b>	<b>Code</b>
D257	13.03.14	4	1.1
<b>OBJET</b>	<b>FOURNITURE DE PNEUMATIQUES ANNEE 2014 RECONDUCTIBLE EN 2015 – 2016 – 2017</b>		

Pour répondre à leurs besoins en matière de fourniture de pneumatiques pour véhicules légers, poids lourds, tracteurs, tondeuses auto portées et autres véhicules, la Ville de Flers et la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, conformément aux délibérations n° 723 du 24 septembre 2012 (Ville de Flers) et n° 1095 du 27 septembre 2012 (C.A.P.F.) autorisant la création d'un groupement de commandes, ont lancé une procédure de consultation des sociétés selon la procédure adaptée prévue aux articles 26 II 2° et 28 du code des Marchés Publics.

La prestation a été répartie en deux lots avec des montants annuels minimum/maximum en euro Hors Taxes.

La durée du marché a été fixée à 1 année reconductible 3 fois, soit pour les années 2015, 2016 et 2017.

La commission consultative du groupement de commandes pour l'attribution des marchés selon la procédure adaptée s'est réunie en date du 26 février 2014 sous la présidence du coordonnateur du groupement et a procédé au classement des offres sur la base des critères suivants :

- Le prix : 70 %
- Les délais d'intervention et de disponibilité : 30 %

La commission propose d'attribuer les marchés aux sociétés suivantes :

<b>Désignation</b>	<b>Sociétés</b>	<b>Ville de Flers</b>		<b>C.A.P.F.</b>	
		<b>Montant annuel minimum H.T.</b>	<b>Montant annuel maximum H.T.</b>	<b>Montant annuel minimum H.T.</b>	<b>Montant annuel maximum H.T.</b>
<u>Lot 1 :</u> Pneumatiques VL, PL et Tracteurs	PARIS NORMANDIE PNEUS Le Clos Neuf 61100 LA SELLE LA FORGE	2 000,00	10 000,00	4 000,00	12 000,00
<u>Lot 2 :</u> Pneumatiques tondeuses et autres matériels roulants	PARIS NORMANDIE PNEUS Le Clos Neuf 61100 LA SELLE LA FORGE	500,00	3 500,00	1 000,00	5 000,00

Le Maire, coordonnateur du groupement de commande,

**1 - DECIDE** d'attribuer les marchés à la société proposée aux conditions mentionnées ci-dessus.

**2 - AUTORISE** la personne chargée des marchés à signer les marchés avec la société retenue.

VILLE DE FLERS			
Décision	Date	Délégation	Code
D258	13.03.14	4	1.4
<b>OBJET</b>	<b>CONTRAT DE MAINTENANCE DU PHOTOCOPIEUR DE L'ECOLE MATERNELLE ROLAND</b>		

Le photocopieur de l'école maternelle ROLAND étant arrivé en fin de vie, il a été remplacé. Le nouveau matériel ayant été acquis auprès de la société DESK – Repro 61, il convient de souscrire un contrat de maintenance avec cette société aux conditions suivantes :

<b>Contractant</b>	DESK – Repro61 Z.I Nord – BP 79 Rue Nicolas Appert 61 003 ALENCON Cedex
<b>Durée du contrat</b>	5 ans
<b>Services</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fourniture de tous les produits consommables nécessaires au fonctionnement de l'appareil (toner, agrafes, tambour, rouleau, pièces détachées)</li> <li>- Dépannages</li> <li>- Frais de main-d'œuvre et de déplacement</li> </ul>
<b>Montant de l'opération</b>	Coût copie : 0.0037 H.T.

Les éléments des services d'assistance de DESK – Repro61 sont décrits dans le contrat de maintenance.

Le Maire

**DECIDE** de signer le contrat de maintenance avec la société DESK – Repro 61 aux conditions résumées ci-dessus.

VILLE DE FLERS			
Décision	Date	Délégation	Code
D259	13.03.14	1	3.3
<b>OBJET</b>	<b>IMMEUBLE LES CAPUCINES</b> <b>FLASH</b> <b>ACTIV'ETE</b> <b>LOGEMENT DES ANIMATEURS</b> <b>CONVENTION DU 1er JUILLET AU 29 AOUT 2014</b>		

L'Association **Flers Loisirs Animation Service aux Habitants** organise au cours des mois de juillet et août des animations dans le cadre de l'opération « Activ'été ». Pour ce faire, elle fait appel aux services d'animateurs et a sollicité la Ville pour assurer leur hébergement.

Une mise à disposition de locaux a été proposée aux conditions suivantes :

<b>Situation</b>	Immeuble les Capucines 1 – 1 <sup>er</sup> étage droite
<b>Adresse</b>	Allée des Fleurs
<b>Consistance</b>	1 appartement de type F4 meublé
<b>Date d'effet</b>	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 29 août 2014
<b>Loyer</b>	500 € pour la période considérée
<b>Charges</b>	Assumées par le preneur

Le Maire

DECIDE DE

**SIGNER** la convention ci-dessus exposée avec l'association FLASH



VILLE DE FLERS			
Décision	Date	Délégation	Code
D260	13.03.14	4	1.1
<b>OBJET</b>	<b>LOCATION MATERIELS DE CHANTIER</b> <b>ANNEE 2014</b> <b>RECONDUCTIBLE EN 2015 – 2016</b>		

Pour répondre à leurs besoins en matière de location de matériels de chantier, la Ville de Flers et la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, conformément aux délibérations n° 723 du 24 septembre 2012 (Ville de Flers) et n° 1095 du 27 septembre 2012 (C.A.P.F.) autorisant la création d'un groupement de commandes, ont lancé une procédure de consultation des sociétés selon la procédure adaptée prévue aux articles 26 II 2° et 28 du code des Marchés Publics.

Considérant sa nature la prestation constituée en un lot unique avec des montants annuels minimum/maximum en euro Hors Taxes.

La durée du marché a été fixée à 1 année reconductible 2 fois, soit pour les années 2015 et 2016.

La commission consultative du groupement de commandes pour l'attribution des marchés selon la procédure adaptée s'est réunie en date du 26 février 2014 sous la présidence du coordonnateur du groupement et a procédé au classement des offres sur la base des critères suivants :

- Le prix : 70 %
- Les délais de livraison et de disponibilité : 30 %

La commission propose d'attribuer le marché à la société suivante :

Désignation	Sociétés	Ville de Flers		C.A.P.F.	
		Montant annuel minimum H.T.	Montant annuel maximum H.T.	Montant annuel minimum H.T.	Montant annuel maximum H.T.
Lot unique : Location matériels de chantier	Sté BLEU BLANC 2, Rue Denis Boudard 61100 LA LANDE-PATRY	4 000,00	22 000,00	5 000,00	30 000,00

Le Maire, coordonnateur du groupement de commande,

**1 - DECIDE** d'attribuer le marché à la société proposée aux conditions mentionnées ci-dessus.

**2 - AUTORISE** la personne chargée des marchés à signer les marchés avec la société retenue.

VILLE DE FLERS			
Décision	Date	Délégation	Code
D261	17.03.14	4	1.4
<b>OBJET</b>	<b>CONTRAT DE MAINTENANCE PROCES VERBAUX ELECTRONIQUES</b>		

La ville de Flers a acquis un logiciel de verbalisation électronique ainsi que quatre terminaux de verbalisation auprès de la société LOGITUD afin de moderniser le traitement des PV et de répondre aux exigences de l'ANTAI. Il convient d'en acquérir la maintenance afin de pouvoir bénéficier des dernières mises à jour et d'une maintenance matériel aux conditions suivantes :

<b>Contractant</b>	LOGITUD solutions ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Schoelcher 68 200 MULHOUSE
<b>Date d'effet</b>	22 Janvier 2014
<b>Durée du contrat</b>	1 an reconductible tacitement pour une durée maximale de 3 ans, soit jusqu'au 21 Janvier 2017
<b>Montant annuel H.T.</b>	<b>Année 1 : 464 € H.T</b> <b>Année 2 : 792 € H.T</b> <b>Année 3 : 792 € H.T</b>

Les éléments des services d'assistance de LOGITUD sont décrits dans le contrat de maintenance.

Le Maire

DECIDE de

**SIGNER** le contrat de maintenance avec la société LOGITUD Solutions aux conditions résumées ci-dessus.

VILLE DE FLERS			
Décision	Date	Délégation	Code
D262	19.03.14	4	1.1
<b>OBJET</b>	<b>FOURNITURE DE GAZ NATUREL</b>		

Pour la réalisation de l'achat identifié en objet, une consultation des sociétés a été organisée comme suit :

<b>ESTIMATION DU BESOIN</b>	100 000,00 € H.T./an
<b>DUREE DU MARCHÉ</b>	2 ans à compter du 25 mars 2014
<b>MODE DE CONSULTATION</b>	Procédure adaptée en vertu des articles 26 II 2°, 28 et 76 VIII alinéa 2 du Code des Marchés Publics (décret n°2006-975 du 1 <sup>er</sup> août 2006)
<b>NOMBRE DE LOTS</b>	Lot Unique
<b>DATE DE LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET ORGANE DE PUBLICITE</b>	AAPC transmis le 13 février 2014 Parution de l'avis dans : - Ouest France 61 + web - BOAMP 35B n°77 du 19/02/2014 - Profil acheteur de la collectivité (Ouest marchés)
<b>DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES</b>	28 Février 2014 à 12 heures
<b>NOMBRE DE RETRAITS DU DCE</b>	16 retraits dématérialisés Aucun retrait papier
<b>NOMBRE D'OFFRES REÇUES</b>	4 offres papier 2 offres dématérialisées

La commission des MAPA désignée par délibération n° 129 du 08 décembre 2008, qui s'est réunie le 11 mars 2014 pour émettre un avis sur les offres déposées, propose de retenir :

LOT	SOCIETE	MONTANT DU MARCHÉ
Unique	TOTAL ENERGIE GAZ 2, rue Jean Millier La Défense 6 92400 COURBEVOIE	Offre de base retenue (Prix fermes, non actualisables, non révisables) 90 942,00 € hors TVA/an

Le Maire

**1 - DECIDE** d'attribuer le marché à la société TOTAL ENERGIE GAZ sise 92400 COURBEVOIE aux conditions mentionnées ci-dessus.

**2 - AUTORISE** La Première Adjointe à signer le marché avec la société retenue.